L'unité

N° 148 - 4 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 7 au 13 mars 1975



EXCLUSIF

Poniatowski vend sa « police » à l'Iran

La grande presse était satisfaite. « France-Soir » avait pu titrer à sa une : « Cette fois les policiers ont gagné ». Après l'attaque de la banque de l'avenue de la République, jeudi, la prise de cinq otages et la fuite des deux gangsters, les hommes des commissaires Broussard et Leclerc avaient cette fois fait mouche. Vendredi, dans le café « Le Thélème », ils avaient éliminé et arrêté de dangereux truands : la bande des frères Zemmour. Bilan : 2 gangsters tués, 3 blessés et arrêtés. Seul un policier avait été atteint d'une balle à l'épaule.

Vendredi soir, les circonstances de cet exploit furent précisées par les patrons de la brigade antigangs. Ils savaient, par un informateur, qu'un règlement de comptes entre deux bandes devait avoir lieu ce jour-là. Les frères Zemmour et leurs gardes du corps s'étaient installés dans le café « Le Thélème » ; de l'autre côté du boulevard Saint-Germain, dans un café-tabac, les rivaux. La police décida alors de passer à l'action pour prévenir la tuerie. Et d'intervenir simultanément dans les deux établissements pour neutraliser les deux bandes.

(suite page 2)

Samedi, il fallut déchanter un peu. Un avocat algérien, Me Benachenhou, qui se trouvait au « Thélème » au moment de la fusillade, avait été hospitalisé dans un état grave. Des policiers l'avaient frappé à plusieurs reprises de coups de crosse, de pied et de poing. Son confrère Oussedik, qui consommait avec lui dans ce café et avait été moins sévèrement frappé, racontait alors les circonstances de cette agression *(voir notre article ci-contre)*. Une plainte pour tentative d'homicide volontaire était alors déposée par le bâtonnier de l'Ordre des avocats de Paris. Et le juge Alain Bernard, grand spécialiste des dossiers délicats — il s'occupe déjà de l'assassinat de l'ancien trésorier de l'O.a.s., Gorel, et des micros du « Canard enchaîné » — était chargé de l'instruction. L'I.g.s. — la police des polices — mènerait, elle aussi, une enquête.

Sommaire

3 « CE TRUC, ACHEVE-LE, C'EST UN RATON », PAR NICOLAS BRIMO.

4 EDITORIAL : LE MEME OBJECTIF, PAR CLAUDE ESTIER

5 RENAULT : S'ENRACINER ET HARCELER, PAR MICHELE BACKMANN

6 ARMEE : LA STRATEGIE DES 500, PAR JEAN-LOUP REVERIER

8 PRESSE : CHOMAGE RECORD : 12 %, PAR CHRISTINE COTTIN

11 NUCLEAIRE : ET EN PLUS, C'EST TROP CHER, PAR GUY PERRIMOND

12 POLICE : LES MARCHANDS DE TAPIS... PERSANS, PAR ARIELLE THOMAS

16 CHILI : 13 MOIS DANS LES PRISONS DE PINOCHET.

19 ESPAGNE : LA DERNIERE CORRIDA, PAR NICOLAS BRIMO

24 PARTIS-SYNDICATS : CHACUN SON ROLE, PAR JEAN-PAUL BACHY

28 LIVRES : NOUS N'IRONS PAS A REIMS, PAR EDMONDE CHARLES-ROUX

32 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON : LA BATAILLE DE L'ARCHIPEL, PAR FREDERIC GEISWEILLER

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (page 7, 24) Barrigue (pages 14, 15, 19, 22) Wilhem Braga (page 9) Coureuil (pages 1, 3, 18, 24) Demoulin (page 17) Jean-Claude Francolon (page 29) Huper (page 3) Lacroux (page 20) Pascal Lebrun (pages 5, 6, 9, 24, 26, 27) Magnum (page 19) Chantal Montellier (page 10) Solo (page 12).

Attention,
L'UNITE S'AGRANDIT
ET CHANGE DE LOCAUX
A partir du 10 mars, la rédaction est installée 12 Cité Malesherbes (2e étage)
Tél. : 878.40.73
(L'administration et les abonnements restent 41 boulevard Magenta - Tél. 208.23.50).

Dès samedi, l'efficacité policière de cette opération n'était plus évidente. *Aucun* truand ne se trouvait dans le second café du boulevard Saint-Germain et, après un contrôle d'identité, tous les consommateurs avaient dû être relâchés. Ce qui prouve déjà que l'informateur de la police manquait quelque peu de crédibilité. A l'heure des inculpations, les trois gangsters arrêtés au bar « Le Thélème » n'ont à répondre que de délits modestes : Edgar Zemmour, violences à agents et port d'armes, Edmond Zemmour, violences à agents, ainsi que Roland Attali.

L'affaire prenait mauvaise tournure pour les policiers. « Le Parisien libéré » de lundi osa pourtant écrire : « Beaucoup de Français ont cru rêver en découvrant la plainte pour tentative d'homicide déposée par un avocat et soutenue par un autre contre les plus exposés des défenseurs de l'ordre. » Fidèle à lui-même, le journal d'Emilien Amaury ne pouvait que cracher sur les deux avocats victimes.

Du côté de la police, les explications se faisaient plus embarrassées. Le commissaire Leclerc présentait ses excuses aux deux avocats. Tout en affirmant que Me Benachenhou s'était précipité vers la mêlée des truands et des policiers et qu'il avait alors récolté quelques horions. Les témoignages de Me Oussedik, des patrons de l'établissement et des consommateurs présents démentent ces propos. Le plan des lieux que nous publions, la situation des deux avocats dans le café avant et après la fusillade semblent, elles aussi, prouver le contraire.

Reste à se poser quelques questions. Comment se fait-il que des policiers aient pu se conduire ainsi ? Le premier policier qui est entré dans le café, l'inspecteur Chaix, n'appartient plus à la brigade antigangs depuis trois mois. Apparemment muté pour des raisons de santé, il travaille maintenant au service de documentation de la P.j. C'est le manque d'effectifs ce jour-là, alors que les trois quarts de la brigade étaient soit au repos, soit mobilisés sur une autre affaire, qui a obligé le commissaire Leclerc à utiliser des hommes, peu expérimentés ou peu entraînés, qui n'appartenaient pas — ou plus— à son service. En quelle proportion étaient-ils dans le groupe qui est intervenu au bar « Le Thélème », c'est une question à laquelle il n'a pas encore été répondu. Elle est pourtant essentielle.

D'autre part, ce régime n'a rien fait pour freiner la vague de racisme et de xénophobie qui règne dans ce pays. Michel Poniatowski, le ministre de l'Intérieur, lui-même, n'a-t-il pas fait appel à des anciens de l'O.a.s., comme le capitaine Sergent, pour aider Valéry Giscard d'Estaing dans sa campagne électorale ? Combien d'assassins de travailleurs immigrés ont-ils été retrouvés par la police, en particulier dans la région méditerranéenne ? Quel ministre, quelle éminence a daigné dénoncer le climat malsain qui règne dans la France des « Dupont Lajoie » ?

Mardi après-midi, Me Oussedik nous déclarait : « S'il s'était agi d'un balayeur algérien, le corps serait sans doute à la morgue. Sa famille, qui vit à 1 700 km de là dans un douar, le réclamerait. Le médecin légiste aurait constaté un traumatisme crânien. Un avion d'Air-Algérie aurait ramené le cadavre au pays. Personne n'aurait entendu parler de cette affaire ». Puis il tenait à nous préciser : « Ce n'est pas un esprit de vengance qui m'anime. Je ne désire pas une réponse polémique, mais amener les responsables de la police à plus de réflexion sur le devenir d'une institution dont ils ont la responsabilité ». Il est plus que temps, en effet. ■

Contribution Jean Jaurès



«Ce truc, achève-le c'est un raton»

Que s'est-il très exactement passé à l'intérieur du café « Le Thélème » à Paris le vendredi 28 février 1975, entre 15 h 50 et 16 h 30 ? Pour le comprendre pas besoin d'analyser, il suffit de décrire des faits. Le plus simplement, le plus précisément possible. Ainsi sera-t-il possible de comprendre pourquoi un avocat algérien, Me Benachenhou, est en traitement depuis vendredi soir au service de neurochirurgie de l'hôpital Sainte-Anne. Il y est soigné pour une fracture du crâne et du maxillaire. Et porte sur le visage et sur le corps des traces de nombreuses contusions.

Le café « Le Thélème » est situé à l'angle du boulevard Saint-Germain et de la rue du Cardinal-Lemoine. Sur l'autre trottoir de la rue du Cardinal-Lemoine, une agence de l'Union parisienne de banque qui a été plusieurs fois victime de tentatives de hold-up. En face, sur le boulevard Saint-Germain, un café-tabac à l'enseigne « J'ai du bon tabac ».

Vendredi, vers 15 h 55, Me Mourad Oussedik et Me Benachenhou pénètrent dans le café « Le Thélème » par la porte située à l'angle de la rue du Cardinal-Lemoine et du boulevard Saint-Germain (la porte A indiquée sur nos plans). Me Oussedik est un habitué de cet établissement : il y vient plusieurs fois par jour pour boire des cafés express. Les propriétaires des lieux, Edmond Delaleuf et sa femme, le connaissent parfaitement. Il vient en voisin : son cabinet d'avocat se trouve dans un immeuble, sur le même trottoir de la rue du Cardinal-Lemoine, quelques numéros plus haut.

Me Oussedi., souvent pressé, a l'habitude de boire son café sur le zinc en face de la porte principale du « Thélème ». Ce vendredi-là, il n'y a plus de place libre au comptoir. Pas plus qu'aux tables les plus proches de cette porte. Au fond du café, la banquette et les tables sont occupées par des joueurs d'échecs qui se donnent rendez-vous chaque après-midi dans cet établissement. Parmi eux, le patron. Me Benachenhou et Me Oussedik, qui l'accompagne, se dirigent alors vers une table, proche du flipper et de la porte d'entrée qui s'ouvre sur la rue du Cardinal-Lemoine (porte indiquée par la lettre B sur nos plans). Me Oussedik s'assied face à la salle.

Deux ou trois minutes plus tard, Mme Delaleuf quitte le comptoir pour se diriger vers la table des deux avocats. Elle leur demande ce qu'ils veulent boire. Un café pour Me Oussedik, une orange pressée pour Me Benachenhou. Quelques instants se passent et la patronne revient à la table des deux avocats déposer leur consommation. La conversation reprend. Me Oussedik sort du papier de sa poche pour prendre quelques notes. Et se saisit du sucre dans la soucoupe.

Au moment précis où il commence à en défaire l'enveloppe, violent brouhaha à l'entrée du tabac, à la porte A qui s'ouvre à l'angle du boulevard Saint-Germain. De sa place, Me Oussedik peut voir des hommes « tournoyer » le long du comptoir. Les premiers coups de feu claquent. En face de lui, Me Benachenhou entend, mais ne voit rien. Me Oussedik crie à son confrère : « Plonge ! » Ce qu'il fait aussitôt. A cet instant, Me Benachenhou est face à terre, près du flipper (position 1 sur le plan 2). Me Oussedik, lui, est allongé sur le côté droit de la table où les deux hommes étaient assis. L'échange de coups de feu se poursuit. Me Benachenhou, sans doute mal protégé par l'abri précaire que représente le flipper, arrive à se glisser près du comptoir (position 2 sur le plan 2).

Dès que la fusillade cesse, d'autres hommes font irruption dans le café par ses deux portes (A et B sur nos plans). Ils crient à l'assistance toujours allongée trois ordres : « Restez couchés. Mains sur la tête. Yeux baissés. » Me Oussedik relève légèrement le visage pour essayer de comprendre ce qui se passe. Au-dessus de lui, une voix : « Si tu lèves les yeux ou la tête, je te fous une balle dans la tête ». A cet instant précis, Me Oussedik n'a pas encore compris qu'il s'agissait de policiers : « Je pensais que nous avions affaire à des truands. La banque d'en face à déjà été attaquée. Et je supposais que, leur coup ayant raté, les bandits étaient entrés dans le café pour prendre des otages. »

Un homme s'approche de Me Oussedik toujours couché et lui met un pied sur le dos, à la hauteur des reins. De l'autre, il lui décoche quelques coups dans les côtes. Il le fouille sommairement et vérifie qu'il ne porte pas d'armes à la ceinture. L'avocat entend alors ce dialogue : « Police-Secours a été alertée ? » « Oui, le patron l'a fait. » A ce moment seulement, les consommateurs qui, comme Me Oussedik et Me Benachenhou, se trouvaient dans le fond de la salle, exactement à l'opposé du lieu où a éclaté la fusillade, comprennent qu'il s'agit de policiers.

A plusieurs reprises, Me Oussedik, dont le champ visuel couvre parfaitement l'espace où se trouve son confrère, constate que celui-ci est couché.

Quelques instants plus tard un policier s'approche de Me Benachenhou, toujours à terre : « Comment tu t'appelles ? — Benachenhou, avocat à la Cour ». L'avocat est alors fouillé et reçoit lui aussi des coups de pied dans les côtes. Me Oussedik entend deux ou trois fois ce conseil : « Ce truc, c'est un raton, achève-le ! » Deux ou trois hommes s'approchent de Me Benachenhou : coups de pied sur le visage et dans le corps, coups de crosse sur le crâne. Me Benachenhou crie à plusieurs reprises. Le sang jaillit.

Pour défendre son confrère, Me Oussedik hurle aux policiers : « Je suis avocat ! » Il reçoit alors un coup sur le crâne et tombe étourdi.

Quant il relève la tête, quelques secondes après, un policier en civil est face à lui. Il répète sa qualité d'avocat. « Ferme ta gueule ! » Des policiers l'entraînent vers la porte B. Me Oussedik ne peut plus voir son confrère : des policiers, des consommateurs entourent l'endroit où il se trouve.

Amené dans un car de police, Me Oussedik est déshabillé et fouillé. Pour la nième fois, il répète qu'il est avocat. Il arrive au 36 quai des Orfèvres avec des menottes aux mains. Dans l'escalier, un nouveau « Ferme ta gueule ! », avant d'arriver au 4e étage. Nouvelle fouille, nouvelle mise à nu. Me Oussedik proteste toujours. A 21 h 15, il ressort des locaux de la police, après que le commissaire Foucher lui a présenté des excuses pour le moins tardives.

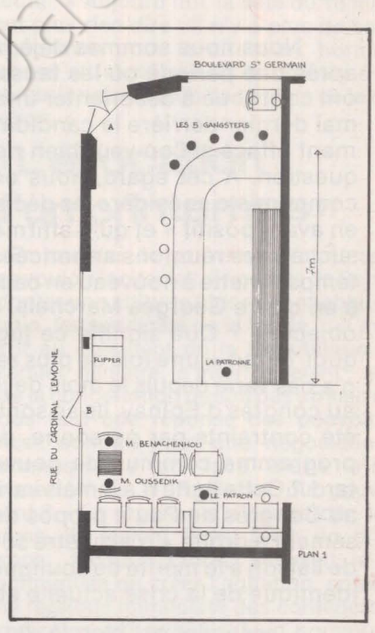
Quant à Me Benachenhou, il a été conduit à l'hôpital sur une civière d'un car de Police-Secours.

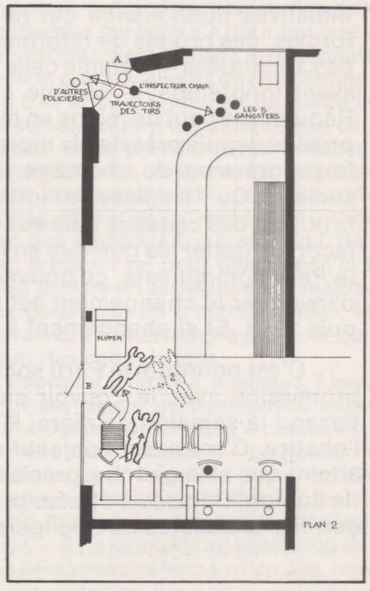
Voilà ce qui s'est passé dans le bar « Le Thélème » ce 28 février. Ce récit reprend les explications que Me Oussedik a bien voulu donner à « l'Unité ». Les témoignages d'un architecte qui se trouvait sur les lieux et des patrons du café confirment totalement ces faits. Ils se suffisent à eux-mêmes.

NICOLAS BRIMO



Me Mourad Oussedik.





Editorial

Un objectif commun

Les astuces — grandes et petites — du président de la République, toujours complaisamment rapportées par les grands moyens dits « d'information », n'ont pu disssimuler l'importance des décisions prises la semaine dernière par le Comité de liaison des trois partis signataires du programme commun de la gauche. Dès la semaine prochaine, au niveau de chaque département, les représentants des trois formations vont informer ensemble la presse des initiatives qui seront prises entre le 20 mars et le 20 avril pour développer l'action commune et assurer le succès des grandes réunions publiques prévues dans les cent principales villes de France dans le cadre de cette campagne sur l'emploi et la vie chère.

Nous nous sommes déjà réjouis de cette relance de l'action unitaire après une période où les fausses querelles cherchées au Parti socialiste ont contribué à désorienter une partie de ceux qui s'étaient regroupés en mai dernier derrière le candidat de la gauche. Tout cela peut être rapidement effacé si l'on veut bien ne pas remettre sur le tapis les querelles en question. A cet égard, nous enregistrons avec satisfaction que le Parti communiste considère les décisions du Comité de liaison comme « un pas en avant positif » et qu'il affirme vouloir assurer « avec détermination » le succès des réunions annoncées. Mais pourquoi faut-il que dans le même temps il mette à nouveau en cause le comportement du Parti socialiste qui, à en croire Georges Marchais, ne serait « pas correct par rapport à notre objectif » ? Que signifie ce jugement ? Qui est correct et par rapport à quoi ? Faut-il une fois de plus répéter que le comportement des socialistes n'a pas varié depuis le mois de juin 1971, date à laquelle, réalisant leur unité au congrès d'Epinay, ils se sont engagés, par un libre choix et sans y avoir été contraints par personne, dans la voie de l'union de la gauche et du programme commun de gouvernement qui allait être signé un an plus tard ? Cette ligne n'a jamais varié. Elle a encore été réaffirmée il y a un mois au Congrès de Pau à propos duquel l'imprudente appréciation de « glissement à droite » n'a pu être soutenue très longtemps. Le texte du Comité de liaison a le mérite de souligner que les partis de gauche ont une analyse identique de la crise actuelle et du comportement du Pouvoir face à elle.

L'essentiel est bien là, en effet. S'il est habile à faire orchestrer des initiatives publicitaires qui ne sont pas toujours heureuses ou des réformes, des projets de réformes et des annonces de réformes qui ne sont pas appliquées — comme celle de l'avortement — ou ne verront pas le jour avant longtemps — comme celle de l'entreprise — le président de la République peut de moins en moins dissimuler que la politique à laquelle il préside depuis près de dix mois n'a réussi ni à limiter l'inflation, ni à arrêter la progression du chômage total et partiel, ni à réduire les inégalités sociales. Qu'il s'agisse de l'information des Français, du comportement de la police, des cadeaux faits aux grosses sociétés pétrolières et autres, de la façon de traiter les ouvriers en lutte, aussitôt accusés d'être manipulés par le Parti communiste, ce gouvernement qui se prétend libéral et ne cesse d'invoquer le changement est le digne héritier de ses prédécesseurs depuis 1958. Et si changement il y a, il est plutôt en pire.

C'est pourquoi le Parti socialiste rejette catégoriquement toute compromission avec le Pouvoir en place. Comme l'a rappelé François Mitterrand la semaine dernière, il combat ce Pouvoir et son objectif est de l'abattre. C'est aussi l'objectif commun de toute la gauche et il ne sera atteint que si la gauche, précisément, retrouve, sans réticence, le chemin de l'union. Décidés à être au premier rang de la campagne qui va s'engager, les socialistes ne négligeront aucun effort pour qu'il en soit ainsi.

CLAUDE ESTIER

Prise d'otages chez Renault. Non, ce ne sont pas les ouvriers de l'île Seguin ou du Mans qui ont séquestré un directeur pour obtenir la satisfaction de leurs revendications. Chez Renault, c'est la direction qui pratique une politique des otages : on ne peut qualifier autrement la décision prise par la Régie, en début de semaine, de licencier 17 travailleurs de Billancourt, dont 3 délégués du personnel, alors que divers mouvements sont en cours dans l'ensemble des usines.

Depuis une huitaine de jours, les dirigeants de Renault ont modifié leur tactique : la tendance, aujourd'hui, est au durcissement. Déjà, vendredi dernier, 80 salariés de l'île Séguin avaient reçu ce qu'il faut bien appeler des lettres de menaces, leur reprochant leur participation à la grève des 20 et 21 février qui avait touché les chaînes de montage des R4 et des R6 : « Je vous informe, écrivait le directeur de l'usine de montage de Billancourt, que vous encourez une santion très grave, sans préjuger des suites judiciaires qui pourraient être données à cette affaire. »

Seconde étape : le lendemain, 17 lettres de licenciement étaient envoyées à des travailleurs des chaînes de l'île Seguin. Ce qui leur est reproché : incitation au blocage des chaînes, entrave à la liberté du travail, incitation à la grève de travailleurs non grévistes. « A Billancourt, même les agents de maîtrise ne comprennent pas ces sanctions, faisait remarquer mardi matin Ben Lezar, délégué C.f.d.t. Pourquoi 80 ? Pourquoi 17 ? Ce dont on les accuse, le blocage« physique » des chaînes, est faux : la chaîne était bloquée parce que 400 à 500 personnes n'étaient pas à leur travail et que, dans ce cas, les chaînes ne peuvent pas tourner. »

Le jeu dangereux de la direction

Surtout, pourquoi la direction jette-t-elle ainsi de l'huile sur le feu en adoptant des mesures qui peuvent conduire à l'épreuve de force ? Pourquoi se met-elle brusquement à bafouer une stratégie vieille de 15 ans, puisqu'on n'avait pas vu chez Renault de licenciements de délégués du personnel depuis 1962 ? « Les décisions de la direction, pense Roger Sylvain, secrétaire du syndicat C.g.t. à Billancourt, s'expliquent par le fait que les luttes revendicatives que nous menons et qui se développent de façon intensive, vont à l'encontre de la politique d'austérité du gouvernement. La direction, qui a été mise en échec à plusieurs reprises, en particulier lors de la grève des caristes, s'est décidée pour un autoritarisme renforcé. Elle espère ainsi nous détourner de nos luttes sur les revendications de classification et de salaires ». Analyse partagée par la C.f.d.t., comme l'explique un délégué : « Ces décisions correspondent à une volonté politique qui n'est pas uniquement le fait de la Régie :

HARCELER ET Renault S'ENRACINER



il s'agit de briser une des premières luttes menées depuis plusieurs mois sur des revendications offensives. » Mais cette attaque en piqué contre le droit de grève risque plutôt de provoquer des réactions et de renforcer une combativité déjà forte.

Car à Sandouville, à Cléon, à Billancourt, à Choisy, des mouvements divers montrent que rien ne pourra être réglé tant qu'une négociation sur la grille de classifications ne sera pas engagée. Et au Mans, surtout, la mobilisation était très forte en début de semaine : des débrayages non programmés dans les ateliers et des réductions de cadences avaient fait baisser la production de 50 %. Ces mouvements réguliers qui ont lieu à l'usine du Mans s'expliquent très bien. « Ce sont les O.s. du Mans qui ont posé pour la première fois le problème des O.s., déclare Bernard Poirier, délégué central de la C.f.d.t. à Renault. Ils n'ont pas eu de réponse, si ce n'est quelques expériences limitées. Mais, pour la grande majorité d'entre eux, la qualification du travail n'a pas été modifiée. D'autre part, l'usine est celle où l'on constate la plus grande stabilité de personnel : au Mans, on fait carrière à la Régie. Mais si on y entre comme O.s., on est sûr d'y être O.s. à vie. Pour toutes ces raisons, la progression à l'intérieur de la grille est un souci constant pour les salariés du Mans. »

Pas question donc, pour les employés de la Régie, de céder au chantage de la direction, ni de se laisser impressionner par les réductions d'horaires qui affectent différentes usines 1 à 2 heures par jour. « Nous sommes bien décidés à poursuivre la tactique de harcèlement », précise Bernard Poirier, tandis que Roger Sylvain explique : « Nous persistons dans notre stratégie : enracinement de l'action, harcèlement sous formes variées selon les possibilités, prudence pour éviter le lock-out. Nous pensons aussi que la possibilité d'étendre le mouvement existe. »

Face à cette détermination, la direction de la Régie va-t-elle continuer à jouer son jeu dangereux ? Va-t-elle refuser toute négociation immédiate ? Il lui est difficile désormais de reculer la négociation jusqu'au 18 mars : elle avait en effet choisi cette date pour pouvoir discuter dans l'entreprise lorsque l'accord national entre les salariés de la métallurgie et la fédération patronale (U.i.m.m.) serait signé. Cet accord, qui se négociait depuis 6 ans, est aujourd'hui conclu, mais ni la C.g.t. ni la C.f.d.t. ne l'ont signé. « Si la Régie compte sur un accord national minoritaire pour résoudre une situation provoquée par un accord d'entreprise minoritaire, c'est paradoxal », ironise un syndicaliste, qui ajoute : « Aujourd'hui, la date du 18 mars ne veut plus rien dire : il n'y a plus de base de négociation pour la direction, hormis les siennes et les nôtres. Et le problème de la répression devient un des points de la négociation. »

Le P.s. : soutien à toute riposte

La section de Renault-Billancourt du Parti socialiste qui, dès la semaine dernière, se déclarait solidaire des mouvements engagés par certaines catégories du personnel tient aujourd'hui à dénoncer la forme de chantage que revêt la lettre adressée par le P.d.g. à l'ensemble des travailleurs de la R.n.u.r. et l'annonce de licenciement de militants de l'entreprise.

La section du Parti socialiste s'élève contre la dramatisation du conflit en cours voulue par le Pouvoir et la direction et apporte son soutien à toute forme de riposte qui serait décidée par les organisations syndicales et les travailleurs eux-mêmes.

A cet effet, il se déclare prêt à assurer une liaison permanente avec l'ensemble des organisations politiques et syndicales de l'entreprise.

«L'évocation d'un printemps»

En tout cas, le gouvernement ne semble pas vouloir inciter les dirigeants de Renault à adopter une attitude plus raisonnable. Mardi matin, les syndicats de la Régie, qui avaient écrit au président de la République et au Premier ministre, s'interrogeaient : « Pour que la concertation ne soit pas un vain mot, il nous faut une réponse des pouvoirs publics : sont-ils pour une négociation, ou sommes-nous en face d'une attitude concertée de la Régie et du gouvernement ? » La réponse n'a pas tardé : le soir même, ils étaient fixés. Dans un premier temps, Jacques Chirac accusait le Parti communiste de créer l'agitation, entraînant une réplique immédiate des confédérations syndicales qui publiaient un communiqué commun : « La diversion anticommuniste du Premier ministre n'a pour but que de dénaturer les objectifs clairs et raisonnables de l'action des travailleurs de chez Renault... La C.g.t. et la C.f.d.t. mettent en garde le gouvernement contre la politique des coups de force... Elles prendront les initiatives que l'évolution des événements nécessitera. » Dans un second temps, le collaborateur de Chirac, qui recevait l'après-midi une délégation des syndicats C.g.t. et C.f.d.t. de la Régie, a été on ne peut plus clair : la Régie, a-t-il déclaré en substance, est maîtresse de ses décisions. En d'autres termes, le gouvernement n'interviendra pas pour que s'ouvrent des négociations.

Pourquoi le ferait-il, d'ailleurs ? Inquiet du nouveau regain de combativité enregistré, n'at-t-il pas tout intérêt à « casser » le mouvement chez Renault ? « Le gouvernement souhaite que la grève de chez Renault s'achève comme celle des P.t.t. », estime Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.g.t. « Il y a aujourd'hui beaucoup de luttes qui démarrent de façon offensive, remarque Bernard Poirier. Il s'agit, pour le gouvernement, de bloquer cette dynamique offensive qui commence en mars, mais qui est bien l'évocation d'un printemps... »

MICHELE BACKMANN

Bibliothèque Jean Jaurès

Armée LA STRATEGIE DES 500

Créées le 9 avril 1974, après une phase préparatoire d'un mois, les Conventions pour l'armée nouvelle, Coran et Csoran (1), tiendront leur première convention nationale à Colombes samedi et dimanche. Charles Hernu souligne que ce choix d'une municipalité d'union de la gauche, dont le maire est communiste, n'est pas dû au hasard. « En effet, constate-t-il, notre effort, notre organisation reposent sur un point important du programme commun : la France doit posséder une défense nationale forte, moderne, qui lui permette de faire face à tout agresseur éventuel ».

Quel chemin a été parcouru en 11 mois ? Le rapport moral présenté à Colombes permettra de l'apprécier. Les adhésions qui ont franchi le cap des 500, l'action publique — notamment à l'occasion de la campagne présidentielle, pour appuyer François Mitterrand — la réalisation, en liaison avec Uniteledis, d'une cassette sur « l'Armée et la Nation » (2) et surtout le lancement d'une revue trimestrielle, « Armée nouvelle », témoignent en tout cas de l'activité de la C.c.r.a.n., présidée par le général Jean Becam.

La convention nationale sera surtout l'occasion d'une réflexion ouverte sur la défense et l'armée. Après les rapports d'André Riel et de Jean Marceau sur la situation du contingent et celle des officiers et sous-officiers, Jean-Pierre Chevènement tracera des perspectives pour une armée nouvelle. Comme l'explique le général Becam, « la compréhension du rôle de l'Armée et de la mission des forces qui la composent passe par une conscience claire de ce qu'est la Défense en général et plus encore de ce que l'on veut défendre ».

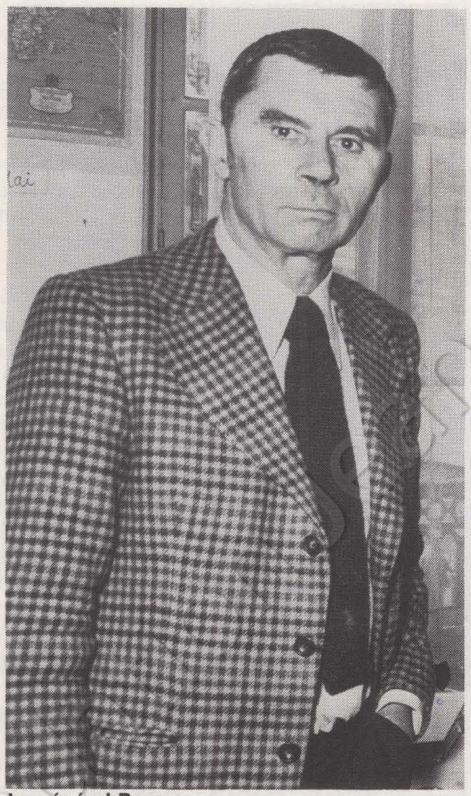
Comment définir la défense ? « Elle n'est pas la guerre, mais bien plutôt le moyen d'éviter cette extrémité, estime encore le général Becam. Son impératif incombe à la population civile, même si l'armée y tient une place importante ».

Le général Becam est convaincu qu'une défense efficace tient à un fort consensus populaire. Mais quelle défense et surtout contre quelles menaces ? Pour le général Becam, ceux pour qui les risques ne peuvent être que militaires se trompent. Les pressions économiques, financières, politiques ou culturelles menacent tout autant l'intégrité de la nation que les armes d'on ne sait quel adversaire potentiel. En ce sens, la société française lui paraît directement menacée par la stratégie de défense américaine. Cette conception l'amène à définir la défense comme une lutte constante dans tous les domaines et par tous les moyens pour parvenir à ses fins, malgré la concurrence très dure des autres nations. Concurrence devenue si intense qu'on a justement pu parler de « guerre économique », de « guerre du pétrole » ou de « guerre du dollar ».

Quel rôle revient alors à l'armée ? Selon Hernu — dont le livre, « Soldat-citoyen », vient de paraître aux éditions Flammarion — par la dissuasion nucléaire elle permet le refus de la guerre. Chevènement insiste, de son côté, sur la nécessité « d'assurer la cohérence de notre projet de société et de notre système de défense, au sein duquel l'armée occupe une place importante. L'armée nouvelle doit, au plan des personnels, être démocratique et, au plan des forces, reposer sur le jeu combiné de trois composantes : la force de mobilisation populaire, élément essentiel ; la force d'appui et d'intervention, élément annexe ; enfin, la force nucléaire stratégique, élément marginal, tant qu'il n'y aura pas eu un véritable désarmement général ».

Le débat du week-end devrait tourner en partie autour de l'exposé de philosophie de la défense du général Becam. Il est clair que tout en découle. Des divergences apparaîtront sans doute sur certains points. André Riel fera en tout cas l'unanimité lorsqu'il expliquera que, « sans support populaire, la défense se meurt et, avec elle, le désir de servir ».

JEAN-LOUP REVERIER



Le général Becam.

(1) C.c.r.a.n. (Convention des cadres de réserve pour l'armée nouvelle), Coran (Convention des officiers de réserve pour l'armée nouvelle) et Csoran (Convention des sous-officiers de réserve pour l'armée nouvelle). Adresse : 50, rue de Rivoli, 75004-Paris.

(2) Coût unitaire : 30 F. Commander à Uniteledis 7, rue Viollet-le-Duc 75009 Paris.

Des Etats généraux du soldat ?

La première conférence du mouvement Information pour les droits du soldat (I.d.s.) s'est tenue au cours du week-end dernier, à Suresnes, dans une salle prêtée par Robert Pontillon. Plus d'une centaine de délégués venus de toute la France ont participé aux travaux des différentes commissions. Laurent Schwartz, membre de l'Académie des sciences, et le père dominicain Jean Cardonnel ont présidé cette conférence, à laquelle la Jeunesse étudiante chrétienne, la C.f.d.t., le Syndicat de la magistrature, le Mouvement d'action judiciaire, la Ligue des droits de l'Homme, le Mouvement pour le désarmement, la liberté et la paix, le Syndicat des soldats hollandais et le Mouvement pour le retrait d'Irlande des troupes britanniques avaient délégué des représentants.

I.d.s. s'est doté d'une charte d'après laquelle il « entend réaliser la plus large union de toutes les forces ouvrières, politiques et syndicales, de toutes les organisations et associations démocratiques, afin de créer un vaste mouvement de soutien des soldats et de leurs revendications. Le mouvement entend également jeter les bases d'un syndicat des appelés et des engagés qui pourrait se constituer à partir de l'expérience des comités de soldats, de marins et d'aviateurs existant déjà dans des casernes ou dans des bases. »

Trois jeunes appelés des trois armes ont lu, masqués, une déclaration rédigée le matin même à Suresnes au cours d'une conférence regroupant les représentants de plusieurs comités de soldats. « Conscients que l'introduction des droits démocratiques dans l'armée est une nécessité et en définitive le meilleur garant de la démocratie dans ce pays », ils ont souhaité obtenir un vaste soutien pour imposer leurs six revendications :

1 - Libre choix de la date (entre 18 et 25 ans) et du lieu d'incorporation.

2 - Suppression des incorporations hors frontières.

3 - Solde égal au Smic et transports gratuits.

4 - Suppression de la Justice et de la Sécurité militaires, ainsi que de toute sanction militaire.

5 - Droit de résiliation des contrats pour les engagés volontaires.

6 - Liberté totale d'information, d'association et d'expression.

Enfin, ils ont lancé un appel solennel « à la tenue d'Etats généraux du soldat, marin et aviateur » qui leur permettraient de « confronter les expériences de luttes » dans les casernes, les bases et navires, « d'élaborer leurs revendications » et d'« unifier le mouvement au travers de campagnes nationales ». Nul ne doute que le geste du gouvernement portant à 210 F le prêt mensuel des appelés et leur garantissant un voyage gratuit par mois ne suffira pas à démobiliser l.d.s. et les comités d'appelés.

changer la vie politique en France

L'INTERNATIONALE NEO-NAZIE DE NOUVEAU A LYON

Dans la nuit du 2 au 3 mars, une charge de plastic explosait à l'agence lyonnaise d'Air Algérie. Les dégâts étaient importants. 24 heures plus tard, un « Mouvement justice pieds-noirs » revendiquait cet attentat. Mais on ne peut s'empêcher de rapprocher ces faits de la réunion moins connue — sauf de la D.s.t. — qui s'est tenue dimanche au café Lafayette, tous rideaux de fer baissés. Pour la troisième fois, l'Internationale néo-nazie se réunissait à Lyon en vue de préparer son congrès.

Une bonne douzaine de personnes étaient là. Non pas des leaders, mais des hommes à tout faire, venus de Belgique, d'Espagne, de Suisse et, bien entendu, de France. Dans des voitures banalisées, la D.s.t. veillait. Ainsi put-elle savoir que l'un de ces hommes, et pas des moindres, reprit le train pour Genève dimanche à 21 heures. Elle avait d'ailleurs contrôlé son identité quelques instants auparavant, alors que tout ce beau monde dînait au buffet de la gare des Brotteaux. Cette opération coup de poing imprévue avait étonné les dîneurs, mais avait permis aux policiers de compléter leur fichier et de constater que parmi ces hommes qui entre eux parlaient allemand, il n'y avait pour une fois aucun citoyen de la République fédérale.

RADICAUX : LE DROIT A LA DIFFERENCE

Rendant compte de leur congrès tenu à Bordeaux le dernier week-end, « l'Humanité » de lundi a cru devoir titrer : « Les radicaux de gauche ne veulent plus être les « satellites » du Parti socialiste ». Ce qui était pour le moins en contradiction avec le titre du « Monde » : « Les radicaux de gauche confirment leur attachement à l'alliance privilégiée avec le P.s. ».

C'est, en effet, cette alliance privilégiée, conclue avant les élections de 1973 dans le cadre de l'U.g.s.d., et non un quelconque rapport de dépendance qui préside aux rapports entre les deux formations. Rapports qui, en dépit de quelques difficultés locales, ont toujours été empreints d'une grande cordialité et d'une grande loyauté. Presque à la même heure samedi, François Mitterrand, parlant à France-Inter, et Robert Fabre à Bordeaux l'ont répété avec beaucoup de solennité. Et, comme l'a fort bien souligné le député de l'Aveyron : « Nous demandons le droit à la différence, les socialistes nous l'accordent ».

Le problème du groupe parlementaire distinct pour les radicaux de gauche, tel qu'il a été posé par Henri Caillavet, est un faux problème. Le vice-président du M.r.g. sait très bien qu'en 1973 sa formation n'a pu présenter de candidats dans toutes les circonscriptions où elle avait été chargée de défendre les couleurs de l'U.g.s.d. Il s'agit donc pour elle d'abord d'élargir son implantation et Philippe Lamirault a justement pu faire remarquer qu'il valait mieux « quarante radicaux de gauche dans un groupe avec le P.s. que trente dans un groupe isolé ». Ce qui donnait tout son sens à cette remarque de Robert Fabre : « En politique, il arrive un jour où l'amitié le cède aux rapports de force. Renforçons-nous, devenons un parti de masse. Il reste beaucoup à faire dans ce domaine. » Et à cette observation de Michel Crépeau : « Pour nos alliés, nous compterons pour ce que nous sommes et ce que nous serons. Nos alliés privilégiés socialistes regarderont ce que nous apporterons réellement. »

LA REPONSE DE DRAGUIGNAN

Après l'échec de la gauche à Saint-Raphaël, le ministre de l'Intérieur attendait avec impatience le test de Draguignan. Il en est pour ses frais. Edouard Soldani, qui avait fait toute sa campagne pour protester contre le transfert de la préfecture du Var à Toulon, a été brillamment réélu dimanche au premier tour de scrutin. Curieusement, « le Monde » parait faire la fine bouche sur ce résultat en annonçant en titre que le sénateur socialiste n'a obtenu « que 60 % des suffrages ». Il est vrai qu'en mars 1971 sa liste en avait recueilli 78 %, mais la droite n'avait pas alors présenté de candidats ; alors qu'une liste « majorité présidentielle » a obtenu cette fois près de 30 % des voix, les communistes tombant pour leur part à 10 %. Succès d'autant plus éclatant que le préfet avait bien fait les choses : distribution de tracts par des policiers en civil de la police urbaine de Toulon, protégés par des policiers en uniforme de Draguignan etc.

Succès de la gauche également à Bois-D'Arcy (Yvelines) où, pour les onze sièges vacants du conseil municipal, la liste d'union, conduite par un communiste et comprenant plusieurs socialistes, a largement devancé la liste modérée soutenue par le maire Centre démocrate, ainsi qu'une autre liste conduite par deux adjoints de droite démissionnaires. Avec 45,68 % des suffrages exprimés, cette liste de gauche est bien placée pour l'emporter dimanche au second tour.



Jacqueline Thôme-Patenotre, Robert Fabre, Henri Caillavet et Michel Crépeau.

LES JOURNEES DE « CES DAMES »

Malgré le battage organisé par le gouvernement sur les Journées internationales de la femme à Paris, celles-ci se sont révélées comme une mascarade, jetant sous les feux des projecteurs un certain nombre de femmes ministres dans leurs pays respectifs — les Suédoises avaient cependant refusé de venir — mais n'abordant jamais les vrais problèmes de la femme. Et encore moins les mesures concrètes qui pourraient y apporter des commencements de solution, que ce soit au plan des conditions de travail, de l'égalité des salaires, de la sécurité de l'emploi, de la vie familiale, de la liberté de choix de la naissance des enfants, etc. C'est d'ailleurs ce qu'a constaté l'Union des femmes françaises, dont on peut seulement s'étonner qu'elle ait cru devoir participer, même à titre d'observateur, à ce qu'un journal a justement appelé « l'Internationale des bourgeoises ».

Gisèle Halimi, qui était également présente au titre du mouvement Choisir, a été huée par un groupe de femmes qui sont venues lui dire : « Nous, on ne fait pas de politique, on est giscardiennes ! » Et le climat de ces journées peut être résumé dans cette brève annonce faite par le haut-parleur entre deux interventions de ces dames : « On a perdu un vison ».

Presse

CHOMAGE RECORD : 12%

Pour les salariés de « France-soir », comme pour ceux du « Parisien libéré » commencent des heures sombres : on licencie.

C'est le 16 décembre que Dominique Ferry, nouveau directeur nommé par Hachette, annonce au comité d'entreprise du groupe France-Editions-Publications 294 licenciements. Parmi les salariés touchés, 56 journalistes (30 à « France-Soir », 24 à « Elle » et 2 au « Journal du Dimanche »). Parallèlement, 624 « services » sont supprimés à l'imprimerie, qui équivalent à quelque 400 emplois en moins.

Au « Parisien libéré », les mesures que la direction a appliquées dès mardi ont été annoncées le 28 février. Ce quotidien ne conserve que son édition en petit format (le tabloïd), supprime ses 22 éditions régionales et diminue de moitié son tirage. Conséquence directe pour les salariés : 52 journalistes sur 120 sont en cours de licenciement, tout comme 24 membres de l'administration, 6 dessinateurs ou employés du service photo et une quinzaine d'employés appartenant au personnel auxiliaire. A l'imprimerie, 301 « services » d'ouvriers quotidiens sont également supprimés. Pour les salariés d'Emilien Amaury, c'est le résultat d'un chantage patronal de trois mois : il visait, à l'origine, à amener les travailleurs du Livre à accepter des pertes de salaires pour pallier les difficultés d'exploitation du journal.

Dans cette « grande presse » qui n'a d'autre souci que la recherche du plus grand profit, les menaces sur l'emploi ne s'arrêtent pas là. Un autre géant voit son avenir sérieusement hypothéqué. Le 26 février, en effet, Jean Prouvost annonçait son intention de céder 30 à 40 % des actions du « Figaro ». Dans la foulée, le président du conseil de surveillance de la société de gestion du « Figaro » déclarait que cette prise de participation s'accompagnerait de la possibilité pour l'acheteur d'acquérir à moyen terme la majorité des parts de ce quotidien. Pour toute l'équipe du journal commence, avec ces déclarations, la longue épreuve du futur incertain. Après une réunion des chefs de service par la direction lundi, on parlait déjà d'une première vague de licenciements qui porterait sur 80 journalistes.

Au plus offrant

Même angoisse pour les salariés de la Société d'études et de publications économiques, qui regroupe entre autres « Réalités », « Entreprise », « Connaissance des arts ». Cette autre filiale du groupe Hachette, qui avait déjà procédé à 130 licenciements en décembre 1973, parle à nouveau de « déficit insupportable ». Des licenciements sont envisagés avec la suppression du service de courtage de « Réalités ». Au bout de cette opération, on sent poindre la vente du titre, menace directe sur l'emploi de 250 personnes. Pour l'hebdomadaire « Entreprise », sans que rien ne soit certain, aucun des salariés ne peut cependant ignorer les rumeurs de restructuration qui courent.

Aux « Dépêches » de Dijon, en revanche, les craintes se confirment. Après avoir espéré longtemps, après avoir résisté à leur absorption par le groupe de « l'Est républicain » et à la quasi-fusion avec « le Bien public » les salariés se retrouvent « à vendre » au plus offrant. Le nouveau P.d.g. de « l'Est républicain », Charles Boileau, n'est plus intéressé par leur publication. Premier effet immédiat : de 26 à 28 licenciements ont été annoncés mardi aux « Dépêches». Si l'on ajoute à tout cela la disparition de « Combat », les licenciements massifs à l'O.r.t.f. (plus de 400 journalistes et stagiaires) et dans les postes de radio périphériques (4 licenciements de journalistes a R.t.l. le mois dernier), l'inquiétude de rédactions comme celle de « l'Express », nul ne peut plus douter que l'information ne traverse une crise grave, jusque chez les « grands ». Avec 1 500 chômeurs prévus au mois de mars, pour quelque 12 500 journalistes titulaires, la profession atteint le taux de chômage record de 12 %.

Le patronat ne reste d'ailleurs pas sans explication devant ce phénomène. Certes, le doublement du prix du papier en un an et le renchérissement des tarifs postaux sont à prendre en ligne de compte. De même, les répercussions du ralentissement économique sur les annonces publicitaires sont indéniables. Ainsi, à « France-Soir », en novembre dernier, la recette obtenue par les petites annonces d'offres d'emploi était en diminution de 60 % sur l'année précédente. Un manque à gagner considérable, si l'on considère que les petites annonces représentent la moitié des recettes publicitaires de ce quotidien qui, en temps prospère, tire les deux tiers de son budget de la publicité.

Mais toutes ces raisons, dites objectives, ne suffisent pas pour emporter l'adhésion des salariés de la presse. Car s'ils ne le savent pas, preuves en main, ils s'en aperçoivent, au jour le jour, même de façon fragmentaire : la gestion de leur entreprise relève souvent de la plus totale fantaisie, pour ne pas dire de la plus parfaite gabegie. Quand par exemple le comité d'établissement de « France-Soir » a demandé les comptes 1974 — au nom desquels sont réclamés les licenciements — pour les faire examiner par son expert-comptable, il s'est heurté à un refus catégorique. Avec les seules estimations de bilan que la direction a bien voulu leur transmettre, le comité d'établissement et les syndicats ont obtenu un résultat. De taille. La comptabilité numérique (anonyme) sera supprimée, c'est-à-dire que toute somme versée à quelqu'un sera portée nominalement sur les comptes. Un dirigeant de la librairie Hachette s'est vu ainsi supprimer une somme importante qu'il percevait chaque mois depuis des années

Que le « Parisien libéré » soit gravement malade, que « France-Soir » ait la fièvre et « le Figaro » des démangeaisons, cela ne tourmente aucun de nos lecteurs. Mois après mois, à « l'Unité », nous avons suffisamment dénoncé ce que l'on appelle la « grande presse » pour qu'aucun d'entre eux puisse croire que, cédant à un corporatisme stupide, nous volions au secours de ceux qui jour après jour trompent leurs lecteurs, cherchent à brouiller les cartes, s'emploient à défendre un système contre lequel nous luttons.

« Le Parisien libéré » est un journal raciste. « France-soir » est l'un des maillons du trust Hachette. « Le Figaro » symbolise une classe et ses compromissions. Que ces journaux perdent des lecteurs, qu'ils disparaissent même n'est pas un mal. Bien au contraire.

Mais il ne faut pas confondre. Les travailleurs du Livre, les employés et les journalistes licenciés ne sont pas les patrons. Dans le système où nous vivons, ils obéissent. Tout comme les ouvriers et techniciens des arsenaux, tout comme les salariés de n'importe quelle entreprise. Prisonniers d'un système, ils ont loué leur force de travail, leur culture, leur capacité créatrice aux seuls qui pouvaient les payer : les patrons. Bien sûr, dans un autre système, dans d'autres conditions historiques, ils auraient pu les mettre au service d'autres causes. Même aujourd'hui, ils n'en ont peut-être pas eu l'occasion.

Mais ce n'est pas une raison pour en faire des coupables. Les vrais coupables, les patrons, n'iront pas au chômage. Pas plus que leurs complices directs.

Défendre la presse, c'est défendre la possibilité d'une information libre. Défendre les salariés du « Parisien libéré », c'est la plus élémentaire solidarité. En petit format, « le Parisien libéré » est aussi dangereux qu'en format classique. Nous le savons. Et nous continuerons à lutter contre lui. En souhaitant que le personnel — licencié ou non — de cette « grande presse » rejoigne notre combat.



Assemblée générale du personnel au « Parisien libéré ».



Le Parisien libéré

LE PREMIER QUOTIDIEN FRANÇAIS

LE TIERCÉ D'AUTEUIL rapporte dans l'ordre 2.226 F pour 3 francs

RAYMOND DELISLE (32 ans) A TRIOMPHÉ EN SOLITAIRE

Cyrille Guimard a pris la 2e place

Echec à l'avortement à l'hôpital de Melun

« JE SUIS CROYANTE ET JE REFUSE ABSOLUMENT DE PRATIQUER UN AVORTEMENT »

répond à 3 femmes venues se faire avorter (et accompagnées de certaines personnes) la directrice du service de gynécologie, Mme Lelièvre

A BOULOGNE-SUR-SEINE

MEURTRE MYSTERIEUX

Un représentant trouve assassiné dans le 2e sous-sol de son parking

● Rien ne lui a été volé

BOULEVARD SAINT-GERMAIN

LA BRIGADE ANTIGANG EST-ELLE TOMBEE DANS LE PIEGE ?

UN COMBLE ! LA POLICE EST CRITIQUÉE PAR LES DÉMOLISSEURS DE L'ORDRE PUBLIC... alors qu'elle vient d'éliminer 2 bandes de malfaiteurs et de sauver la vie de 5 otages dont ces 3 femmes !

Rugby : LE XV DE FRANCE a reçu une raclée dans son dernier match du Tournoi contre les Irlandais (25-6)

Football : Sensations en Coupe MARSEILLE et REIMS tenus en échec par les amateurs de Montlucon et Laval en match aller des seizièmes de finale

Faciles victoires de Saint-Étienne sur Le Puy (6-0) et de Paris S.-G. à Sète (4-2)

RENAULT : 17 LICENCIEMENTS POUR « BLOCAGE PHYSIQUE DES CHAINES » (dont cinq de 3 délégués du personnel)

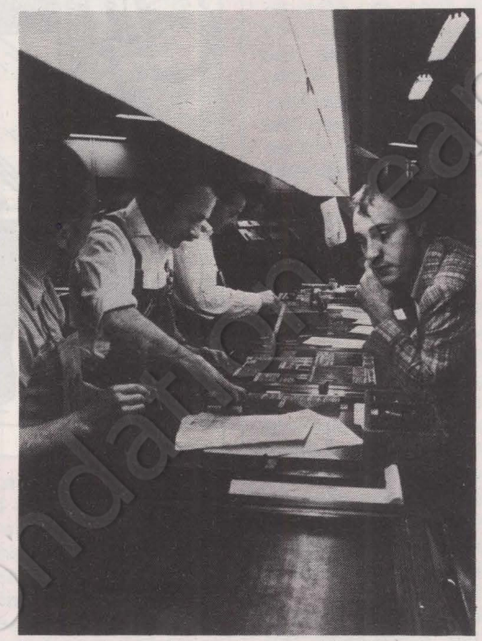
« Une » particulièrement représentative du « Parisien libéré ».

pour un poste qu'il n'occupait pas à « France-soir ». La section d'entreprise du P.s., forte de 40 membres et qui édite une feuille intitulée « France socialiste », se trouve au premier rang de la bataille ainsi menée dans le groupe de la rue Réaumur, dont une délégation de toutes les catégories du personnel est venue exposer la situation à la direction du Parti socialiste.

« Plus de salaire supérieur à 20 000 F ». Ce slogan inattendu a pu être entendu plusieurs fois au cours de la manifestation des salariés de la presse le 20 janvier. Il traduisait l'exigence des travailleurs de voir abolir les « privilèges » payés par la trésorerie du journal (voiture avec chauffeur, appartement de fonction) alors qu'eux sont licenciés « pour raisons économiques ».

Dans le même ordre d'idées, les salariés du « Parisien libéré » ont pu entendre le syndicat patronal de la presse quotidienne... régionale — auquel le patron du « Parisien » a réussi à se faire affilier, les barèmes de salaires y étant plus bas ! — leur dénigrer tout droit à une augmentation de pouvoir d'achat. Parallèlement, ils apprenaient que ce syndicat patronal acceptait de financer à Alain Colas sa traversée de l'Atlantique pour 5 millions de francs !

En fait, les organisations syndicales savent bien qu'elles ont à mener de front une double lutte. D'abord contre un capitalisme archaïque, avec tous les avantages exorbitants qui s'y rattachent. Mais surtout contre le système économique qui réduit l'information et l'entreprise de presse au rang de marchandises. Maintenant, dès qu'il est question de vendre un journal, entrent en scène des acquéreurs tout à fait étrangers à la profession. Faut-il rappeler que le nouveau propriétaire de « l'Est républicain » est l'un des patrons de la chaudronnerie lorraine, et qu'il avait devancé dans ses tractations le groupe Pont-à-Mousson ? Et qui s'agite déjà autour du « Figaro » ? François Michelin et son groupe, tout comme les Républicains indépendants et plus particulièrement Michel Poniatowski, qu'on sait très attentif aux problèmes de l'information. On parle également, comme acquéreur possible du « Figaro », de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (R.t.l.), qui, elle aussi, retient toute l'attention de Poniatowski : n'a-t-il pas récemment envoyé André Mousset, son attaché de presse, au Luxembourg, pour



Le « marbre » et les rotos du « Figaro ».



s'entretenir avec Gaston Thorn, Premier ministre luxembourgeois ?

« Les progrès techniques, le coût sans cesse croissant du matériel limitent de plus en plus l'exercice de la « liberté de la presse » à la minorité disposant des moyens financiers », affirme Gérard Gatinot, secrétaire général du Syndicat national des journalistes C.g.t. Une analyse partagée par Noël Monier pour le Syndicat des journalistes français C.f.d.t. : « Comme tous les secteurs capitalistes, la presse est le théâtre de vastes opérations de restructuration avec prédominance de grands groupes financiers. Le groupe Hachette n'est-il pas contrôlé par la Banque de Paris et des Pays-Bas, qui domine aussi la majorité de l'industrie papetière en France, et la plus grande partie de l'imprimerie ? »

Se battre contre ces groupes n'est pas une mince affaire. L'ensemble des salariés de la presse semble en avoir pris conscience maintenant, si l'on en juge par une volonté d'union jamais vue qui apparaît à tous les niveaux. A « France-Soir », par exemple, jamais jusqu'à ces temps derniers ouvriers, employés, journalistes, cadres administratifs et techniques de tous les syndicats ne s'étaient opposés ensemble à des décisions patronales.

Lente et difficile, la prise de conscience commune n'en avance pas moins. La nécessité d'un véritable statut démocratique des entreprises de presse, par exemple, revient de plus en plus souvent au nombre des revendications de toute la profession. Il pourrait stipuler :

« Article premier. — La presse n'est pas un instrument de profit commercial. C'est un instrument de culture, sa mission est de donner des informations exactes.

Article 2. - La presse ne peut remplir sa mission que dans la liberté et par la liberté.

Article 3. - La presse est libre quand elle ne dépend ni de la puissance gouvernementale ni des puissances de l'argent, mais de la seule conscience des journalistes et des lecteurs. »

Un rêve... déjà codifié en ces termes par le Conseil national de la Résistance en mars 1944.

CHRISTINE COTTIN

changer la vie sociale et économique

LES LEÇONS DE RATEAU

Ce qui n'était pas possible en janvier l'était devenu en mai : chez Rateau, à La Courneuve, ils ne l'oublieront pas. Condamnée à la liquidation par son groupe de tutelle, la C.g.e.-Alsthom, cette usine, envers et contre Ambroise Roux, rouvrait ses portes après trois mois de lutte acharnée des 1 600 salariés. Pour la C.g.t., c'est la preuve éclatante de la véracité de ses affirmations qui démontaient le mécanisme de la création d'un déficit artificiel et le sabotage des contrats intéressants. Or, un an plus tard, l'entreprise tourne. Et tourne bien : les investissements prévus au protocole devront être majorés de 50 % ; les effectifs, qui n'ont pas été touchés par un seul licenciement, sont en cours de renforcement.

Au cours de la visite anniversaire qu'il faisait de l'entreprise, un an après le conflit, Henri Krasucki réaffirmait qu'« il n'y a aucune fatalité à laquelle les travailleurs doivent se résigner ».

LE P.S. AVEC CEUX DE DONVAL

Occupation de la direction départementale de l'Agence nationale pour l'emploi de Quimper : c'est la nouvelle forme d'action pacifique adoptée le 4 février par les licenciés des anciens établissements Donval à Rosporden. Chômeurs depuis quatre mois, ils savent qu'ils ont très peu de chances de trouver un emploi dans le Finistère. C'est pour dénoncer cette situation qu'ils ont passé une journée entière dans les locaux de l'A.n.p.e., accompagnés des représentants des syndicats C.f.d.t. et C.g.t. et du député socialiste du Finistère Louis Le Pensec. Par sa présence au milieu des chômeurs, Louis Le Pensec a déclaré qu'il voulait attirer l'attention des pouvoirs publics sur la grave détérioration de l'emploi dans le département. Quant à la C.g.t. et à la C.f.d.t., elles ont exprimé clairement leur intention de « prévoir les licenciements plutôt que de les regretter ». Dans ce sens notamment, les deux centrales ont annoncé les Assises de l'emploi qu'elles organiseront en commun mardi à Quimper, Morlaix et Brest.

PATRONS HORS-LA-LOI

Un exemple de restructuration : la filiale de Westinghouse à Nice, qui emploie dans le quartier de l'Ariane 750 personnes. Westinghouse, qui souhaite réinvestir dans le nucléaire, procède à des restructurations internes en liquidant une partie de ses activités et en les cédant au groupe finlandais Kone.

Conséquence : des licenciements, pour n'importe quel motif. Ainsi, à la suite d'un accord d'entreprise, des femmes avaient bénéficié d'un congé sans solde d'un an qui prolongeait un arrêt de travail pour maternité. Elles ont été congédiées sans autre forme de procès. Une entrave à la loi qui tombe mal pendant l'Année internationale de la femme — Françoise Giroud, saisie du dossier, n'a toujours pas répondu.

Des bruits courent également : l'usine serait déplacée en dehors de Nice.

Face à ces sanctions et à ces menaces, les travailleurs ont réagi : le 27 et le 31 janvier, puis les 3 et 4 février, ils ont organisé débrayages et manifestations. Et sont allés voir le préfet des Alpes-Maritimes. Les élus locaux, le maire de Nice, l'inspection du Travail ont été saisis de la situation, afin qu'ils interviennent auprès de la direction pour qu'elle respecte ses engagements et se conforme à la loi. Les employés de Westinghouse, soutenus par les militants socialistes niçois, sont décidés à poursuivre leur action tant qu'ils n'auront pas obtenu autre chose que des déclarations d'intention.

TRITON : TOUJOURS PAS PAYES

Licenciements dans les usines Triton (fabrique de machines à laver industrielles) qui emploient 190 personnes à Bagnolet et à Tonnerre. Depuis le 31 janvier 1974, les travailleurs occupent leur usine pour protester contre la fermeture de l'entreprise. Ils réclament d'être informés de ce qui se passe exactement, et exigent le paiement de leurs salaires de janvier et de février, qu'ils attendent toujours.



Parallèlement aux actions menées dans l'entreprise, une campagne se développe à Bagnolet — avec le soutien actif du P.s. — pour la défense de l'emploi. On recense en effet aujourd'hui 600 chômeurs inscrits, et les suppressions d'emploi s'accumulent depuis septembre 1974.

PAS DE QUOI PAVOISER

Augmentation sensible du coût de la vie pour le mois de janvier. L'indice officiel enregistre en effet une hausse de 1,1 % contre 0,8 % en décembre et 0,9 % en novembre. La barre des 1 % est à nouveau franchie.

Pour le mois de janvier, ce mauvais résultat s'explique en partie par la hausse des combustibles (fuel-gaz), du supercarburant, de l'électricité et de l'ensemble des produits manufacturés (véhicules, journaux, papeterie) qui passent de 0,9 % en décembre à 1,2 % en janvier.

Pour l'alimentation, si le prix des œufs baisse de 7,9 %, les volailles et produits à base de viande continuent d'augmenter (+ 1,7 %), tout comme les fruits et légumes (+ 1,1 %).

Conformément au réajustement automatique obligatoire du Smic en fonction de l'augmentation officielle de 2,9 % pour le dernier trimestre, le taux horaire du salaire minimum est donc passé le 1er mars à 6,95 F. Soit 1 210 F pour 40 heures.

La C.g.t. ne voit pas là de quoi pavoiser : « La promesse du Smic à 1 200 F par mois, avancée par le président de la République dans sa campagne électorale, n'est atteinte que neuf mois après son élection, alors qu'entre temps le coût de la vie a progressé de plus de 10 % », assure-t-elle. Une fois de plus, le gouvernement montre le peu de cas qu'il fait de la demande des syndicats C.g.t. et C.f.d.t., présentée le 15 novembre dernier, en vue de porter le salaire minimum à 1 500 F par mois pour 40 heures de travail par semaine.

LES PARENTS SE FACHENT

Samedi après-midi, des centaines de parents d'élèves, accompagnés d'élus locaux et départementaux, des représentants des syndicats d'enseignants et ouvriers, ont répondu à l'appel du Conseil départemental des parents d'élèves des Hauts-de-Seine (Fédération Cornec). Ils ont défilé de la place Clémenceau jusqu'à la mairie de Saint-Cloud pour y rencontrer Jean-Pierre Fourcade, ministre des Finances. Avec l'intention de lui faire connaître leur détermination à refuser la politique d'austérité prônée par le gouvernement, à repousser la réforme du système éducatif du ministre Haby, qui accroît la sélection et la ségrégation, et leur exigence d'une réforme démocratique instaurant une véritable égalité des chances.

NUCLEAIRE : EN PLUS, C'EST TROP CHER

Energie

Pour que le nucléaire soit compétitif, il faudrait que le pétrole coûte 19 dollars le baril pour les usages industriels et qu'il atteigne 35 dollars pour les usages domestiques. Prix actuel : 10,50 dollars...

« Le pétrole baisse, le pétrole baisse ! » Après les mois, noirs et tendus, où les experts occidentaux expliquèrent chiffres à l'appui l'effondrement définitif de leurs économies, l'accession à la puissance suprême d'Etats qui « n'étaient que des puits de pétrole autour desquels on a tracé des frontières », voici venir le temps de la « revanche ». Et, avec le racisme latent de certains, ce chant de victoire se transforme très souvent en un définitif : « Les Arabes, on les a eus ! »

Il est vrai que le pétrole baisse **(voir « l'Unité », n° 143).** Baisse plus conjoncturelle que structurelle : la chute de l'activité des pays développés, la douceur de l'hiver en Europe, ont limité les achats. Donc la production. En septembre 1973, la production journalière des treize pays membres de l'Opep était de 32,8 millions de barils par jour. Quinze mois après, en décembre 1974, elle n'était plus que de 28,02 millions. Cette baisse de production ne gêne d'ailleurs pas tous les pays producteurs. Certains y voient même des avantages. L'Arabie saoudite, par exemple. Si les cuves au débouché de l'oléoduc qui écoule sa production sont pleines au point que l'oléoduc a été fermé, tout accroissement de la production aurait demandé des investissements dépassant le milliard de dollars. Il aurait fallu injecter de l'eau de mer pour maintenir la pression du pétrole. Moins produire, c'est donc parfois faire des économies.

Plus que la baisse passagère de la production, donc de leurs ressources, ce qui inquiète les pays producteurs, c'est l'instabilité du dollar. L'essentiel des ventes de pétrole s'effectue, pour des raisons d'évidence, dans la monnaie du capitalisme dominant. Or, depuis plusieurs semaines, le dollar est en chute libre. Qu'à terme il remonte, peu de spécialistes en doutent ; mais, en attendant, le « pouvoir d'achat » des pays membres de l'Opep s'est sérieusement déprécié. Ce qui explique la décision de l'Iran de facturer ses ventes en D.t.s. (droits de tirages spéciaux, « monnaie » émise par le Fonds monétaire international et bénéficiant de sa garantie) et les discussions menées par l'Opep à Alger autour de la création d'une devise spéciale, cocktail de monnaies fortes.

Loi pour les faibles

L'Opep doit faire face à une double offensive. Politique, avec Henry Kissinger et l'annonce de négociations internationales ; économique avec la volonté, non exprimée, mais évidente, des pays développés de traiter le pétrole comme les autres matières premières. Ces dernières, vu la faiblesse des pays producteurs, leur répartition géographique, les possibilités d'économie, mais surtout de recyclage, ont subi la loi de l'offre et de la demande. C'est-à-dire qu'elles ont baissé, parfois de 50% en un an. Sans que les produits industriels, malgré l'état des stocks et la mévente, aient vu leurs prix suivre ce mouvement. C'est qu'il est des lois qui ne s'appliquent qu'aux faibles.

La cohésion de l'Opep et les sommes investies dans la recherche d'énergies de substitution ont permis de maintenir les prix. Et si, conjoncturellement, le pétrole doit baisser, il est évident qu'à moyen et long terme son « vrai prix » sera plutôt élevé. En 1973, les spécialistes américains admettaient que le prix-plancher pour mettre en valeur les ressources nationales des Etats-Unis et développer les énergies de substitution était de 7 dollars le baril. Gerald Ford vient de parler de 9 dollars. Et, au fil des mois et des années, en attendant les découvertes fondamentales qui bouleverseraient l'échelle des prix, cette estimation ne peut qu'augmenter. Or, en même temps, on découvre chaque semaine des gisements nouveaux de pétrole et de gaz. L'état des réserves prouvées s'accroît chaque jour. Et dans des pays différents. Mais à des coûts parfois élevés. Or, pour que l'exploitation de ces gisements soit « rentable », il faut que les prix actuels ne baissent pas trop. La marge est donc étroite.

D'autant qu'en dehors du pétrole, des études économiques récentes démontrent que les espoirs placés dans les autres sources d'énergie risquent fort d'être déçus. Et en particulier pour le nucléaire. Un groupe de chercheurs de l'Institut économique et juridique de l'énergie (I.e.j.e.) de Grenoble vient de publier, aux Presses universitaires de Grenoble, un ouvrage, « Alternatives au nucléaire », qui mériterait d'être un des best-sellers de l'année. Ce livre est le résumé de leurs calculs. Car ils les ont « refaits », mais sans les biaiser, sans oublier de longs morceaux de la chaîne. Il ne suffit pas, en effet, de dire qu'à la sortie d'une centrale l'électricité d'origine nucléaire revient moins cher que l'électricité d'origine pétrolière. A ce stade, les spécialistes de l'I.e.j.e. montrent que les chiffres officiels, ceux de la commission Peon (Production d'électricité d'origine nucléaire) sont sous-estimés. Pour les experts gouvernementaux, l'électricité d'origine nucléaire serait compétitive dès que le pétrole dépasse 2,80 dollars le baril. Les calculs de l'I.e.j.e. indiquent 5,75 dollars le baril. Or, pour les auteurs du rapport, « lorsque l'énergie électrique d'origine nucléaire est destinée à remplacer une source d'énergie (fuel par exemple), il ne faut pas « oublier » d'introduire dans les calculs les chaînes de rendements successifs, pour comparer ce qui est comparable. La seule base de comparaison permise est celle

→

MITTERRAND AU JAPON

Invité par la Fédération des maires progressistes du Japon que préside Asukata, gouverneur de Yokohama, François Mitterrand vient de faire à Tokyo une visite de trois jours qui a été très remarquée dans les milieux politiques de la capitale nippone. Le but de cette visite était, en effet, de favoriser la réalisation d'un compromis entre socialistes et communistes japonais dont les divergences risquaient de faire perdre à la gauche le poste de gouverneur de Tokyo.

Ces fonctions sont occupées depuis huit ans par Ryakichi Minobé, socialiste, soutenu par l'ensemble des forces de gauche. Les communistes ayant annoncé qu'ils lui retireraient leur soutien lors des prochaines élections municipales, prévues au mois d'avril, Minobé avait décidé de ne pas se représenter.

La venue de François Mitterrand a permis de réunir pour la première fois l'ensemble des formations de gauche, depuis les sociaux-démocrates jusqu'aux communistes. Le Premier secrétaire du Parti socialiste français, sans intervenir sur les problèmes en discussion entre socialistes et communistes japonais, leur a lancé un appel pour qu'ils ne mettent pas en cause l'union des forces de gauche, qui dirige à l'heure actuelle la plupart des grandes villes du pays. Quelle que soit l'issue du débat,la presse japonaise n'a pas hésité à qualifier la venue de François Mitterrand d'« événement historique ». L'accueil qu'il a reçu à Tokyo — où il a également rencontré le Premier ministre — donne en tout cas la mesure du prestige dont jouit à l'autre bout du monde l'ancien candidat de la gauche à la présidence de la République.

NUCLEAIRE : EN PLUS, C'EST TROP CHER

qui repose sur le coût de la thermie utile, ou efficace, c'est-à-dire le coût de l'unité de chaleur effectivement utilisée ». Et ces calculs doivent donner froid dans le dos aux experts qui, sans les avoir faits, affirment que le nucléaire est rentable.

En tenant compte des coûts de transport, des rendements, des pertes, tout au long de la chaîne, depuis la centrale jusqu'à l'utilisateur, de l'électricité d'origine nucléaire et du pétrole, on aboutit à des résultats stupéfiants. Pour les usages industriels, il faut que le pétrole coûte 19 dollars le baril (un peu plus de 10 actuellement) avant que l'électricité d'origine nucléaire soit compétitive. Et qu'il atteigne 35 dollars le baril pour les usages domestiques ! C'est dire si le « tout électrique, tout nucléaire » risque en fin de compte de coûter cher aux Français. Et cela sans tenir compte ni des coûts de l'assurance nucléaire, ni de ceux du démantèlement des centrales après trente ans de fonctionnement, ni de l'augmentation du prix de l'uranium enrichi. Sans tenir compte non plus des coûts sociaux, c'est-à-dire de la pollution et des nuisances dont le moins que l'on puisse dire est qu'il n'est pas évident que ceux du nucléaire soient inférieurs à ceux des productions classiques *(voir en page 20)*.

Page après page, les chercheurs de l'I.e.j.e. démontent les affirmations du Pouvoir, les calculs tronqués, les conséquences des choix actuels. Et ils proposent un scénario de remplacement. Après avoir recensé les économies possibles et les substitutions d'énergie judicieuses, montré l'intérêt de la diversification, ils proposent pour 1985 un bilan énergétique où le pétrole couvre encore 50% de nos besoins.

De tels calculs montrent que, pour l'instant, l'énergie de substitution miracle n'existe pas. Et que lorsqu'il s'agit de prix-plancher, c'est par rapport à d'autres gisements de pétrole qu'il faut les calculer. Les dirigeants de l'Opep qui, depuis des mois, ont mis au travail des commissions sur ces problèmes, savent que l'effondrement des prix annoncé par certains n'est pas à redouter. Tout dépend, en réalité, des besoins actuels des pays occidentaux. C'est-à-dire de la relance de leurs économies et, tout d'abord, de celle de l'économie américaine. Le seul problème, pour eux, est donc de « tenir » en attendant la reprise. Ce qui ne sera pas simple, vu les différences politiques des différents pays de l'organisation. Ce qui explique la position du président Houari Boumediene, qui vient de déclarer qu'il était prêt à baisser le prix du pétrole à condition que les pays développés contribuent « à la remise en ordre de l'économie mondiale ».

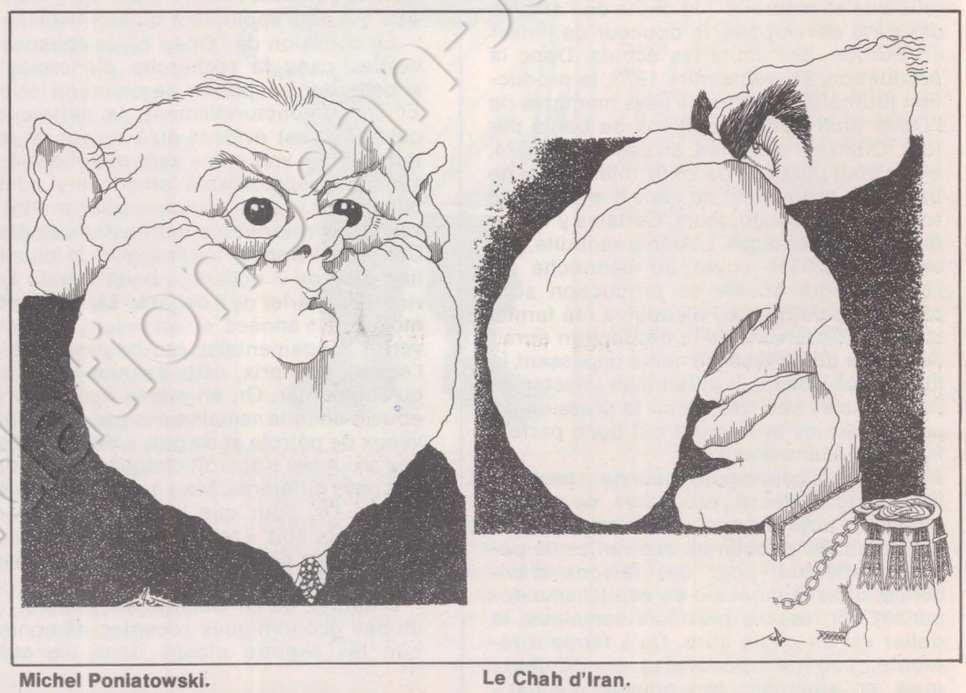
Mais ces calculs doivent aussi être pris en compte par les Français. Samedi, pour sa part, le Comité directeur du Parti socialiste doit prendre une décision sur les objectifs d'une politique énergétique. Il le fera après un long débat. Ce que n'a pas fait le gouvernement qui, avant de s'engager dans l'aventure nucléaire, aurait dû « consulter » les chercheurs de l'I.e.j.e.

GUY PERRIMOND

EXCLUSIF

Police LES MARCHANDS DE TAPIS...

La France ne se contente plus de vendre des armes aux pays fascistes, elle leur « place » maintenant ses systèmes de police. Une passionnante lettre de Michel Poniatowski à son homologue iranien en apporte la preuve.



Michel Poniatowski. Le Chah d'Iran.

La France vend des armes. C'est bien connu. Mais elle vend aussi des « systèmes de police ». Ce qui l'est moins. Il suffit d'un ordinateur, de terminaux placés dans les postes de police, les casernes, les aéroports, d'un bon fichier et le tour est joué. Instantanément, dans n'importe quel coin du pays, on peut ainsi tout savoir d'un « suspect ». On comprend qu'un tel marché soit prometteur. Le nombre de pays où la liberté n'est que très théorique est suffisamment élevé pour qu'une firme vendant de tels systèmes puisse faire de bonnes affaires.

Et nul ne doute que l'Iran, bien connu pour sa tolérance, son esprit démocratique, la douceur de sa police et ses revenus, ne soit un client potentiel. Aussitôt dit, aussitôt fait. La Compagnie générale d'automation, filiale de la C.g.e., contactée par le ministère de l'Intérieur iranien — il faut dire qu'elle a de l'expérience en la matière — a mis au point ce que Michel Poniatowski appelle « un fichier central d'état civil ». Coût : 250 millions de francs. Une paille. Un rien. Car les services rendus par un tel système à la Savak — la police politique iranienne — sont inestimables. En quelques secondes, le moindre fonctionnaire pourra « tout savoir » de celui qu'il suspecte : résidence et emplois sucessifs, liste d'amis, de prises de position, interpellations, voyages. Plus besoin de long courrier ; fini le temps perdu. L'opposition iranienne, mise en fiches, sera ainsi mieux surveillée. Seulement, la vente « clés en main » d'un tel système nécessite des références. D'autant que la concurrence existe. Où trouver ces références ? Auprès d'autres clients ? C'est aléatoire. Pourquoi ne pas s'adresser à son propre ministre de l'Intérieur ? Il a, auprès de ses collègues étrangers, une bonne réputation. Tout le monde sait qu'il est sensible au progrès. Que l'informatique n'est pas pour lui un simple gadget, mais un instrument technique pouvant être utilisé d'une manière efficace par sa police. Il l'a d'ailleurs prouvé.

Collection Jean-Jaurès

PERSANS

Enfin, il a souvent fait preuve d'une large compréhension face aux problèmes auxquels se heurtaient ses collègues.

Ceci explique la lettre que nous publions. Nos lecteurs en apprécieront certains passages. Par exemple, celui où il est question de la « similitude de préoccupations » entre la France et l'Iran dans le domaine des « systèmes modernes de gestion ». Ou l'offre faite d'envoyer à Téhéran deux fonctionnaires de la police nationale. Sans doute pour expliquer à leurs homologues de la Savak l'intérêt d'un tel système, ses finesses, l'étendue de ses possibilités.

Pas heureux... à la C.i.i.!

Mais ce n'est pas tout. En se transformant en représentant de commerce, Poniatowski a choisi à qui il allait permettre de faire de fabuleux bénéfices. L'essentiel d'un tel système est l'ordinateur. C'est la C.i.i. qui le fournit. Or, l'ordinateur et son environnement ne coûtent que 50 millions. Les 200 millions supplémentaires facturés par la C.g.a. n'apportant que le « savoir-faire ». Ce que pourrait assurer la C.i.i. à un moindre coût. Alors, à la C.i.i., on n'est pas très heureux. Tout le monde sait que l'Iran veut à tout prix installer un tel « système ». Tout le monde sait que la France a dans ce domaine une avance confortable. Mais la concurrence existe. Les Anglais, peuple policé s'il en est, peuvent eux aussi offrir l'ordinateur et le savoir-faire. Pour moins cher.

Certains, à la C.i.i., vont jusqu'à dire qu'en « couvrant » un prix C.g.a. beaucoup trop élevé, Poniatowski ne réussira qu'à faire échouer le marché. Ce qui aura, pour le fabricant d'ordinateurs français, de lourdes conséquences : n'ayant pas réussi à placer un ordinateur auprès du ministère de l'Intérieur iranien, pourra-t-il en placer auprès d'autres utilisateurs ? Et l'ouverture d'un bureau à Téhéran ne modifierait pas la situation en cas d'échec. Mais Poniatowki a choisi. Non seulement il accepte de laisser vendre des « systèmes de police », mais il choisit d'aider une firme privée à faire des millions de bénéfices.

Tout cela est logique. Le « redéploiement industriel » dont on parle tant semble se limiter pour le gouvernement à la vente de matériel militaire, de centrales nucléaires et de « systèmes de police ». Et à favoriser les plus grosses compagnies privées au détriment des compagnies nationales. Et pendant que Jacques Chirac ou Poniatowski font les commis voyageurs, que Valéry Giscard d'Estaing joue les hommes du monde avec le Chah, les salariés de la C.i.i. s'interrogent toujours sur leur avenir. Et, en Iran, les opposants...

ARIELLE THOMAS

LE MINISTRE D'ÉTAT
MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

PARIS, le 9 août 1974

Monsieur le Ministre,

Le Ministère des Affaires Etrangères m'a tenu informé du projet du Gouvernement iranien visant à la création d'un fichier central d'état-civil de la population de votre pays. L'élaboration de ce dossier vous a conduit à prendre contact avec la Compagnie Générale d'Automatisme qui vous a remis une proposition pour la mise en oeuvre du système de gestion automatisée que vous souhaitez développer.

M. de SOUZA m'a fait part de votre désir de connaître les observations que le Ministère de l'Intérieur du Gouvernement français serait en mesure de formuler sur la proposition qui vous a été transmise.

Je souligne tout d'abord que la Compagnie Générale d'Automatisme, filiale de la Compagnie Générale d'Electricité qui est l'un des groupes industriels les plus importants de France, est une entreprise particulièrement sérieuse que mon Administration a déjà eu l'occasion d'apprécier par le passé. La Compagnie Générale d'Automatisme a obtenu d'importants succès sur les marchés national et international grâce à la compétence et au dynamisme dont elle a toujours su faire la preuve. J'estime donc que l'expérience industrielle de la Compagnie Générale d'Automatisme fournit une justification raisonnable à la procédure que vous envisagez et qui pourrait ainsi conduire à la passation d'un important contrat avec cette société.

Les contrats signés par la Compagnie Générale d'Automatisme dont mon Administration a pu avoir connaissance par le passé ont toujours fait apparaître le caractère constructif et sérieux de ses propositions, notamment pour ce qui concerne les conditions financières. Les prix habituellement pratiqués par cette société n'ont jamais appelé d'observations de notre part et il en va de même du dossier relatif à la décomposition par grands postes qui vous a été remis.

...

Les études entreprises sous votre impulsion par le Gouvernement iranien témoignent de la similitude de nos préoccupations pour la mise en oeuvre de systèmes modernes de gestion dans nos administrations et l'établissement de relations efficaces et rapides avec la population. Je sais que ce thème a déjà fait l'objet d'entretiens positifs au cours d'une visite de vos collaborateurs à PARIS. Je vous confirme que je suis disposé à poursuivre cet échange de vues et c'est avec plaisir que je demanderais à deux hauts fonctionnaires de la Police Nationale, M. GUENON et M. THIEBAULT, de se rendre à TEHERAN si vous estimez qu'une telle mission serait utile au développement de votre projet.

Comprenant par ailleurs votre souci de contrôler avec efficacité les travaux qui seront entrepris par la Compagnie Générale d'Automatisme, dont certains seraient réalisés dans des laboratoires situés en France, je serais prêt à demander à mes collaborateurs de suivre l'exécution du marché que vous envisagez de signer et de vous apporter ainsi périodiquement le sentiment de mon Administration sur la bonne exécution des études.

J'apprécie la nouvelle forme de coopération qui pourrait ainsi s'engager entre nos deux pays et je suis d'avance persuadé de la valeur de ses résultats.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération. et à mes sentiments bien cordiaux

Michel PONIATOWSKI.

Monsieur Djamchid AMOUZEGAR
Ministre de l'Intérieur de l'IRAN
à TEHERAN

Etats-Unis

UNE BONNE GRIPPE

Les Etats-Unis sont malades. Pas une maladie grave, mais une grippe carabinée. Le plus grave dans ce cas pouvant être les séquelles.

Henry Kissinger est reparti cette semaine au Proche-Orient pour tenter d'obtenir la signature d'un accord « intérimaire » entre l'Egypte et Israël. Son voyage précédent lui avait permis de tenir des propos optimistes. En revanche, la discrétion, tant au Caire qu'à Jérusalem, avait été suffisamment grande pour que les observateurs en soient réduits plus à imaginer selon leur orientation qu'à affirmer.

La question est à l'évidence importante. Mais elle n'est pas la seule. La situation au Proche-Orient est toujours grave, même dans ses périodes d'apparente accalmie. Ce « point chaud » des relations internationales représente une des menaces les plus importantes pour la tranquillité du monde, notamment parce qu'il permet un affrontement entre les deux grandes puissances. Mais, d'une part, il n'y a pas que lui, et d'autre part sa disparition est liée à la capacité d'action de chacune des puissances antagonistes ainsi qu'au niveau de leurs relations.

Le « génial » Kissinger est critiqué, dans son pays et ailleurs. Les insolents succès du chef de la diplomatie américaine et sa longue entente avec Richard Nixon et avec un Parti républicain déconsidéré expliquent, pour une part, ces critiques. Mais, plus encore, elles sont l'expression du malaise américain. La situation la plus « intérimaire » est celle des Etats-Unis depuis la chute de Nixon et il n'y a pas d'accord possible à ce sujet. A vouloir ne voir que la personnalisation du pouvoir, l'essentiel échappe.

En fait, les Etats-Unis sont gouvernés par une équipe impuissante, parce qu'elle ne représente plus qu'elle même. Gerald Ford pouvait d'autant moins s'imposer qu'en dehors de sa propre médiocrité, il n'avait été que la bouée de sauvetage jetée au dernier moment pour sauvegarder des institutions défaillantes. A l'heure où les choix américains faits pendant la période de la « grandeur nixonienne » exigeaient une grande fermeté dans la continuité, les Etats-Unis se sont trouvés plongés dans une crise qui, en réalité, ne s'est pas terminée avec l'éviction du Président élu.

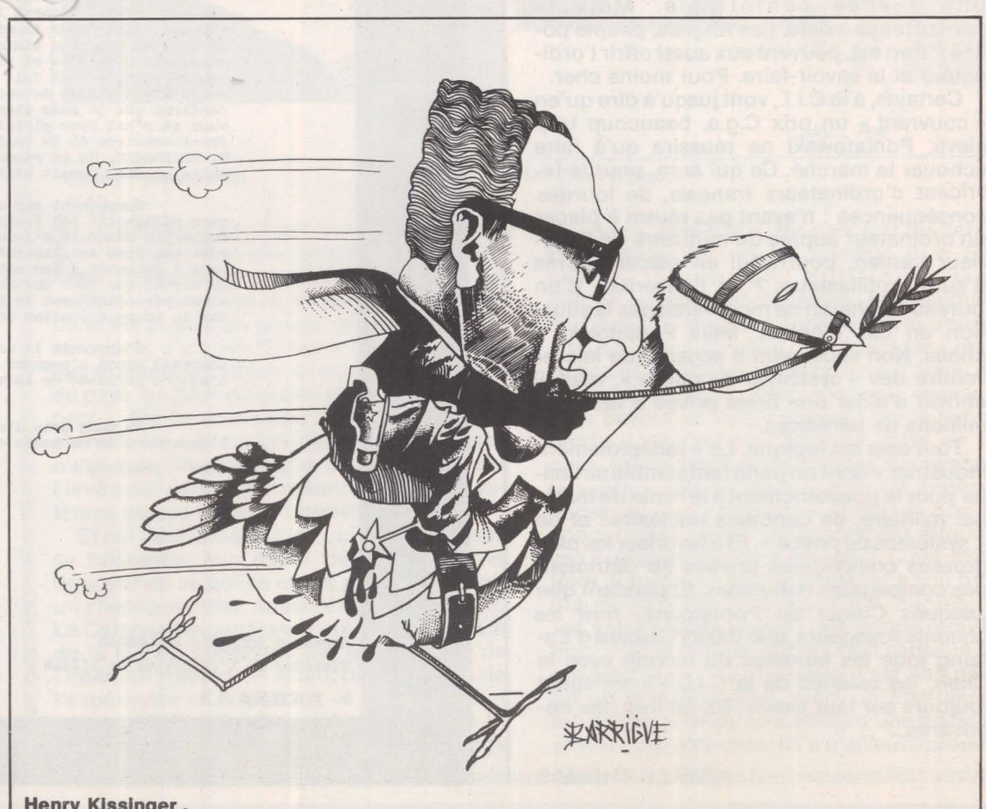
Il est clair que les Soviétiques, qui avaient dû sous-estimer les risques pour Nixon, ont été rendus prudents et que — outre leurs propres problèmes intérieurs — ils n'entendent pas supporter ceux des autres. L'affirmation, confirmée par les faits, que la politique étrangère des Etats-Unis n'est pas modifiée ne leur suffit plus dans la mesure où le gouvernement qui leur fait cette affirmation est transitoire, que ses chances de succès à la prochaine élection présidentielle sont minimes et que Kissinger apparaît parfois comme un mort politique en sursis.

Une énumération de faits montre à quoi sont confrontés les Américains dans ce moment incertain. Sur le Proche-Orient, le désaccord avec les Soviétiques au sujet de la méthode est patent, puisque Moscou met en avant la conférence de Genève alors que Kissinger s'en tient aux « petits pas » — il n'est pas sûr que l'attitude soviétique soit autre chose qu'un moyen d'attendre. Dans la péninsule indochinoise, le régime de Phnom-Penh, voulu par la C.i.a. et par Nixon, agonise dans des conditions atroces pour deux millions d'êtres humains concentrés dans la capitale isolée. Sur les places financières, le dollar continue à reculer, au point que les détenteurs du pétrole essaient, lorsqu'ils en ont la possibilité, de décrocher de la monnaie internationale de compte. Rien de tout cela ne serait en soi catastrophique si existait ce qu'en d'autres milieux on appelle la « confiance », si le gouvernement américain était en état de prendre des décisions fermes et, à long terme, s'il n'était pas subordonné dans son action aux exigences d'une controverse nationale devant déboucher sur l'élection d'un nouveau Président.

Bien entendu, ce serait avoir une vue abusivement simplificatrice que de croire que les Etats-Unis ne peuvent rien faire. Des actions partielles leur sont possibles, entraînés qu'ils sont par le poids de leur puissance et soutenus par l'accumulation d'intérêts dans lesquels ils ont enserré le monde. Ils peuvent également faire des bêtises, ce qui n'est interdit à personne, mais ce qui leur serait d'autant plus aisé que l'Etat de semi-irresponsabilité dans lequel ils se trouvent est propice à ce genre d'errements. Ils peuvent enfin maintenir le cap d'une politique qui, dans ses lignes générales, reçoit l'approbation des forces progressistes ou modérées dans les deux grands partis, forces conscientes de la nécessité des démarches communes avec l'Union soviétique.

Ainsi, ce n'est pas Kissinger qui se trouve vraiment en cause. Tout au plus peut-il servir de tête de Turc ou de bouc émissaire. Les Etats-Unis sont malades. Pas une maladie d'une extrême gravité. Une bonne grippe. Le plus grave pouvant être, dans ce cas, les séquelles.

CLAUDE FUZIER



Henry Kissinger.

changer la vie politique internationale

Suisse

LE RESSORT CASSÉ

On n'avait pas vu cela depuis plus de 20 ans : à l'appel de l'Union syndicale suisse (U.s.s.), plusieurs dizaines de milliers de travailleurs ont manifesté au cours du dernier week-end, dans une trentaine de localités de la Confédération, « pour la sécurité de l'emploi et contre la baisse des salaires ».

Si elle demeure un paradis bancaire, la Suisse n'est plus à l'abri, en effet, de la crise du capitalisme qui atteint toutes les économies occidentales. La faiblesse du dollar par rapport au franc suisse met sérieusement en difficulté ses industries d'exportation et son activité touristique. Depuis un an, l'inflation s'est aggravée, les prix ont monté en flèche tandis que les salaires piétinaient. Qui plus est, pour la première fois dans son histoire, la Suisse découvre le chômage. Plusieurs milliers d'ouvriers ont été licenciés au cours des derniers mois ou sont menacés de l'être. Le numéro un de l'horlogerie helvétique, l'Asuag, vient d'annoncer qu'il était dans l'obligation de réduire, dès le 15 mars, les horaires de travail pour l'ensemble du personnel des entreprises du groupe, soit environ 20 000 personnes. La notion de « collaboration sociale », sur laquelle la Suisse a vécu depuis plus d'un quart de siècle, est donc sérieusement mise à l'épreuve. Au meeting de Lausanne, samedi dernier, les orateurs syndicaux ont relevé que les licenciements se multipliaient dans la construction, la métallurgie, les arts graphiques et le commerce, que les voies de la formation professionnelle se fermaient à la jeunesse, que certains patrons se livraient à un « chantage au chômage ». Ils ont invité les travailleurs à ne pas céder à une psychose de peur. Ils ont dit aussi que, n'étant en rien responsables d'une crise qui est celle du système capitaliste et n'ayant que peu profité de la prospérité passée, les travailleurs ne doivent pas être les seuls aujourd'hui à faire les frais de la situation nouvelle.

Voilà qui rappelle quelque chose !

Cambodge

SEPT TRAITRES

A Washington, le ministre de la défense Schlesinger et le président Ford s'efforcent d'obtenir du Congrès une aide supplémentaire de 222 millions de dollars pour Lon-Nol. Mais les parlementaires sont de plus en plus réticents.

A Phnom-Penh, un pont aérien a été organisé la semaine dernière pour permettre au même Lon-Nol de faire face à la pression militaire des Forces armées populaires de libération du Kampuchéa. Chaque jour, 700 tonnes de munitions — plus, en fait, que la capacité de feu des troupes de Lon-Nol — sont débarquées sur l'aérodrome de la capitale cambodgienne. Il faut y ajouter 120 tonnes de carburant et 545 tonnes de riz, c'est-à-dire beaucoup moins que ce dont la population a besoin. Et mercredi ce pont aérien était interrompu : les bombardements de l'aéroport étaient trop violents.

Pendant ce temps, le deuxième congrès national se réunissait les 25 et 26 février dans un village des territoires libérés. Sous la présidence de Khieu Samphan, tous les ministres du Grunc étaient réunis avec 273 délégués du Func.

Le congrès a adopté une importante déclaration dont nous citons quelques extraits : « Le Func est prêt à accueillir les fonctionnaires militaires, hommes politiques et autres personnalités membres des divers organismes du régime félon, à l'exception des sept traîtres (Lon Nol, Sirik Matak, etc.) dès lors qu'ils cessent toute activité à leur service. »

« Le peuple et la nation du Cambodge mènent la lutte pour obtenir la cessation de toute ingérence et de toute agression directe et indirecte des impérialistes américains contre le Cambodge. Nous luttons uniquement pour la liberté, l'indépendance et l'honneur de notre nation. »

Il est en outre réaffirmé que « le gouvernement s'en tiendra à une politique de large union de toute la nation et de tout le peuple sans distinction de classes sociales, de tendances politiques et de croyances religieuses et sans tenir compte du passé, exception faite des sept traîtres ».



Chili

LA DETTE DE PINOCHET

Faut-il aider le régime de Pinochet ? Telle est un peu la question posée par la renégociation de la dette extérieure de ce pays. Une réunion du « Club de Paris » doit se tenir dans une semaine. Les membres de ce Club sont les pays industriels créditeurs du Chili, c'est-à-dire, entre autres : les Etats-Unis, la R.f.a., la Grande-Bretagne et la France. Le total de la dette chilienne à l'étranger est de 3 080 millions de dollars — la France ayant une part de 170,5 millions de dollars, soit 6,8 %. En permettant éventuellement à Pinochet de différer le paiement de ses dettes, les pays capitalistes lui accordent des facilités importantes. Economiques, d'abord, dans la mesure où l'argent pourra être employé à autre chose. Mais aussi politique, dans la mesure où l'échec économique de la junte — près de 600 % d'inflation pour l'année 1974, suivant les estimations de la Banque mondiale — contribue à réduire considérablement la fraction de la population sur laquelle elle s'appuie.

Le gouvernement d'Harold Wilson a déjà fait savoir qu'il ne participerait pas à la réunion du Club de Paris tant que les droits de l'Homme ne seraient pas respectés au Chili. L'année dernière certains pays du Club avaient demandé à Pinochet d'« assainir » la situation économique de son pays, d'autres exigeaient la restauration des libertés individuelles. Sur aucun de ces points il n'est possible de dire que la junte ait avancé.

Pendant les trois années d'existence de l'Unité populaire, les riches ont toujours refusé à Allende ce qu'ils sont tentés d'accorder aujourd'hui à Pinochet. La France ne devrait pas se joindre à ce scandale.

13 mois dans les prisons de Pinochet

Chili

La torture est devenue un moyen de gouvernement comme un autre. Il suffit de l'appliquer systématiquement comme le font Brésiliens, Chiliens, Iraniens... entre autres. Il y a effectivement des gens qui parlent sous la torture, qui disent un peu n'importe quoi et quelquefois finissent par donner de vraies informations. Surtout quand ils ne sont pas préparés. Un Latino-Américain, torturé lui-même au-delà de l'imaginable, disait un jour : « Pour résister à la torture il faut, dans l'ordre : une solide haine de classe, une grande capacité de haine personnelle contre le bourreau, une solide idéologie et une bonne santé physique et mentale. » C'est ce qu'on peut dire « avant » ou « après » ; mais « pendant » il n'y a guère que l'horreur et la solitude. Alors, chaque seconde gagnée, chaque once de détermination conquise contre le tortionnaire sont autant de victoires. Petites victoires peut-être au niveau de l'Histoire. Mais qui finissent par se rejoindre. L'Espoir ne se tue pas.

Annie est une militante du Parti socialiste chilien. Depuis le 11 septembre 1973 elle a passé un total de 13 mois en prison. Les 10 premiers mois, il s'agissait d'une détention qu'elle qualifiait elle-même de « normale ». C'est-à-dire sans tortures et aux mains de la police professionnelle. Ensuite c'est la Dina (Direction nationale des prisonniers, directement liée à Pinochet) qui est venue la chercher. Voici le récit de sa deuxième détention.

Annie, militante du Parti socialiste chilien, a passé 13 mois en prison. Exilée en France, elle raconte l'horreur de la torture, la solitude et aussi la solidarité dans les prisons de Santiago.

Quand ils sont venus m'arrêter, les inspecteurs de la Dina se sont fait passer pour des inspecteurs de la police criminelle. Je ne voulais pas les suivre. Mais mon mari m'a dit : « Tu ne risques rien, c'est une question de quelques heures. L'inspecteur me l'a promis ». Nous avons d'abord roulé une vingtaine de minutes, puis ils m'ont bandé les yeux. Nous avons roulé encore une demi-heure et nous sommes arrivés dans une très vieille maison.

Là, ils disposent de locaux pour interroger, de chambres pour la torture à l'électricité, d'une cour dont les murs sont complètement électrifiés. Souvent, ils y battent les hommes et les font rebondir d'un mur à l'autre. Dans une chambre un peu meilleure que les autres se trouvent deux filles qu'ils ont rendues complètement folles à force de les torturer. Je dis qu'elles sont complètement folles parce que je les ai entendu parler : leurs voix sont complètement cassées, comme des voix de petites filles. Elles collaborent avec la police en disant si elles connaissent les nouveaux venus.

J'ai commencé par tout nier en disant : « Je ne sais pas de quoi vous parlez. Je n'étais pas à Santiago quand ce dont vous m'accusez est arrivé, je ne connais personne ». C'est alors qu'ils ont fait venir une autre prisonnière. Je ne l'ai pas vue, car ils ont simplement soulevé mon bandeau en me disant : « Gare à toi si tu ouvres les yeux ». Elle m'a accusée. Ils m'ont alors emmenée dans une autre pièce. Il était 7 heures du soir.

A 8 heures, ils sont revenus me chercher. J'ai continué à nier. Ils m'ont alors déshabillée et m'ont attachée sur un sommier. Ils m'ont torturée à l'électricité toute la nuit. Bien sûr, c'est difficile de tenir. Au bout d'une heure, on avoue tout en essayant de dire le moins possible, en ne donnant pas de détails. Mais c'est de pire en pire. Ils sont comme déchaînés. J'ai donné le nom de personnes qui n'étaient plus au Chili, puis j'ai fini par donner le nom d'un diplomate.

La torture à l'électricité est quelque chose d'horrible. Ils mettent un fil dans le vagin et ils appliquent l'autre dans différentes parties du corps. Au moment où ils l'appuient sur un sein, par exemple, tu as l'impression que c'est une éternité, mais ça doit être très court. Tu as l'impression que ton sein éclate en morceaux, que vraiment on t'arrache un morceau de ton corps... Tu crois vraiment que ton sein disparaît, disparaît dans l'électricité, dans l'air. Ils te couvrent la bouche parce que tu pousses de tels cris que ça s'entendrait partout. C'est insoutenable pendant les secondes que ça dure. Ils l'appliquent ensuite sous le bras et tu as l'impression que ton bras se détache de ton corps... J'ai l'impression que j'ai résisté parce que je me disais chaque fois qu'ils allaient arrêter. « Ça va finir, ça va finir ». Mais, après, j'ai rencontré des compagnes qui résistaient en se disant : « Je vais mourir, je vais mourir »... J'ai eu la sensation que j'allais mourir vers trois heures du matin. Je ne pouvais plus supporter. C'est là que j'ai commencé à donner des noms. Mais toujours en cachant le maximum de détails. A partir de ce moment-là, tu es vraiment dans un bain de terreur. Après chaque passage d'électricité, ils me donnaient des coups dans la poitrine pour m'aider à respirer de nouveau.

A 5 heures du matin, ils ont décidé de me renvoyer dans la cellule. Il y a un type qui m'a aidé à me rhabiller et qui avait ressenti, je crois, une excitation sexuelle très forte, parce qu'il a commencé à me toucher partout et à me consoler. Il me disait : « Si tu es sage avec moi, j'essaierai de te faire sortir. Ne pleure pas. » Tout ça pendant que les autres mettaient de l'ordre dans leurs papiers. Mais moi, j'étais dans un tel état que je n'arrivais même pas à me redresser. Les autres lui ont dit de me laisser tranquille, parce qu'ils allaient recommencer avec moi le lendemain. Alors il m'a ramenée avec les autres détenues. Ce qui est terrible, c'est qu'on ne sait jamais ce qui va nous arriver. La nuit, ils viennent chercher une ou deux filles et les emmènent dans une chambre où ils ont un poste de radio. Pour les violer.

Simulacre d'exécution

Dans les jours suivants ils m'ont battue pour avoir d'autres noms, puis ils ont fait un simulacre d'exécution. C'était la grosse mise en scène. Ils m'ont emmenée dans une grande salle. Je me suis assise sur un fauteuil rouge. Ils m'ont demandé si j'étais catholique, si je voulais écrire à mon mari ou laisser un mot à mes enfants... Puis ils m'ont dit : « Tu as été déclarée coupable et condamnée à la peine de mort. »

« Emmenez-la ». Des types à l'air martial sont entrés. Ils m'ont fait marcher dans des couloirs puis sur du sable pendant assez longtemps sans doute pour me laisser le temps de penser. Sous la terreur, ils espéraient sans doute que je me mette à tout raconter. Ça peut peut-être marcher, on est tellement étonné de savoir qu'on va mourir. Je ne sais pas. Je n'arrive pas à me rappeler quelles étaient mes sensations... Je sais que, dans les derniers mètres, je ne marchais presque plus. J'ai vraiment cru qu'ils allaient me fusiller, mais je ne réagissais pas normalement. Brutalement, un type m'a foutu des coups en me disant : « Arrête ». Et ils m'ont jetée dans une chambre. Je ne m'étais pas rendu compte qu'ils m'avaient ramenée à la maison car, pendant tout ce temps, j'avais les yeux bandés. Nous étions toujours censées garder un bandeau et si nous essayions de l'enlever, ils nous donnaient des coups de crosse. Souvent, après nous avoir ramenées dans un cachot, ils font semblant de partir, mais restent pour nous surprendre.

Ils traitent les femmes un peu différemment des hommes. Ils essayent de nous briser à partir de tout ce qui est affectif, la famille, les enfants — ils torturent très souvent des membres d'une famille les uns devant les autres. Ils nous disent « Vous avez été trompées. Regarde-moi, toi qui es si belle, tu as maintenant les jambes toutes blessées. Comment peux-tu supporter une telle crasse, tout ça pour des types qui eux parlent ? » Sexuellement, ils nous insultent beaucoup, mais tout cela est empreint d'un certain respect.

Je pense que les femmes parlent moins que les hommes, peut-être parce qu'elles en savent moins. Mais ça nous est arrivé à toutes de « donner » des gens. J'en connais trois ou quatre qui ont résisté. Elles ont tenu plusieurs jours. Elles sont sorties dans un état épouvantable. Parfois pour se rendre compte que leur mari avait parlé. Ou quelqu'un de leur famille. Maintenant, comme ils arrêtent tout le monde autour



d'un renseignement quelconque, ils finissent presque toujours par trouver ce qu'ils cherchent. S'ils voient que tu es trop coriace, ils te laissent te reposer et torturent le plus faible, celui qui parlera le plus vite. A partir d'un renseignement sur un type que je connais, ils ont arrêté et torturé 27 personnes. Le camarade leur a échappé par une fenêtre au moment où ils frappaient à la porte.

Il y en a malheureusement toujours qui cèdent. Je dis malheureusement, mais nous n'étions pas du tout préparés pour supporter la torture. Je me demande si on peut l'être, d'ailleurs. Il y en a quand même qui résistent à tout.

Les relations des tortionnaires avec les hommes sont plus empreintes de gaîté, d'insultes, de rires, on se moque plus d'eux, mais en même temps on leur file une cigarette ou on leur donne la permission de voir leurs femmes.

Ils ne peuvent pas supporter que les femmes ne participent pas à la gaîté du soir. Une fois que les grands chefs sont partis, ils aimeraient qu'on rigole avec eux. Ils aimeraient être libérés du sentiment de culpabilité, alors ils viennent nous voir. Il disent : « Comment vont les plus jolies femmes de Santiago ? T'as pas envie de rire ? Qui sait chanter ? » Mais les femmes ne veulent pas rire, ni chanter, ni danser. Ils restent une demi-heure puis, exaspérés parce que nous ne voulons pas batifoler avec eux, ils vont bavarder avec les hommes. Au bout d'une vingtaine de jours, j'ai compris que si tu dis « Ça va bien, chef » — car on les appelle tous « chef » — tu auras peut-être le droit de te laver ou la permission d'aller respirer. C'est une détente qui compte.

Ça été terrible de me rendre compte, après, que j'avais parlé. J'ai non seulement donné le nom d'un ami diplomate, mais j'ai donné le nom d'un militant, le frère de ma meilleure amie. Pour moi, je ne sais pas encore, je crois que ça a été quelque chose qui me dépassait. Je n'arrivais pas à comprendre que c'était moi qui l'avais donné, qui avais donné son nom, qui l'avais décrit, qui avait donné des détails. J'avais essayé de le décrire mal, mais une fois rentrée dans la chambre je me suis rendu compte que j'avais « donné » le frère de ma meilleure amie. Qu'on ne l'ait pas attrapé ne m'a pas libérée, pendant très longtemps, d'une sorte de sentiment de stupeur. Je dis stupeur, car j'y pensais continuellement. J'étais déchirée entre la peur panique d'être de nouveau torturée et le désespoir de penser : ils l'ont trouvé, ils vont l'amener.

J'ai eu de la chance, en fait, car je suis tombée sur un militant qui a pris la clandestinité au sérieux et qui ne m'a jamais donné aucune information sur sa vie personnelle, ce qui est exceptionnel au Chili. Nous en avons discuté beaucoup avec mes camarades. Nous étions moralement détruites. Car moi c'était le frère de mon amie, mais pour d'autres c'était leur propre frère ou leur propre mari et quelquefois la police a pu les trouver.

Dès que tu commences à donner quelque chose, tu es foutue. Il y a un moment où tu en viens presque à fignoler dans la collaboration. J'en suis arrivée à donner des détails inimaginables, sur le diplomate, par exemple. J'avais tellement peur, je transpirais, j'étais en nage. Je disais : « Il est grand, il est gros, il est moustachu, il met des pantalons marron ». Presque en les suppliant de me croire. Au fond de moi, j'étais contente de le donner, lui et pas un Chilien.

J'ai eu beaucoup de chance, en fait, car ils m'ont laissée au bout de trois jours. Je ne sais pas ce qui se passe quand on en arrive aux choses sérieuses. En fait, on est vraiment cassé. Complètement. Au début, pour résister, je pensais qu'ils étaient bêtes, très bêtes. Ils ont toujours l'air de courir comme des fous après des personnages très importants. Puis j'ai monté une histoire dans ma tête, je participais à leurs accusations. Je disais : « Je suis une conne, mais ce que j'ai fait n'est pas très grave ». J'essayais de les rouler. Mais, dans le fond de moi-même, je pensais : « Il faut que je tienne le coup car ma famille, mes gens, ceux qui sont très proches de moi, il ne faut jamais les nommer. Essayons de nous en sortir avec l'histoire que eux croient ». Je repoussais tout hors de ma tête. J'avais très peur. Je crois que les liens affectifs renforçaient ma détermination.

Puis, dans le cours de mon interrogatoire, ma haine s'est renforcée considérablement. Ils ont essayé de m'isoler en me disant : « Comment une fille aussi cultivée que toi peut-elle se compromettre avec des va-nu-pieds ? » Ils essayaient de m'isoler socialement des autres militants. Ce qui me paraissait dingue mais, en fait, m'éloignait d'eux et, du coup, me donnait une certaine tranquillité. D'un autre côté, j'avais un grand désespoir de n'avoir pas été préparée. De ne pas savoir comment résister. J'étais très désemparée, toute seule.

La haine et le mépris

Certaines femmes étaient beaucoup plus fortes dans la torture, beaucoup plus sereines, haïssant beaucoup plus celui qui torturait, le méprisant énormément et, de ce fait, supportant beaucoup mieux.

Au début je n'arrivais pas à mépriser. J'avais le sentiment d'une grande connerie, d'être tombée du fait de circonstances malheureuses, un peu par hasard. Je pensais m'en sortir toute seule. Mais au fur et à mesure que les jours passaient je sentais grandir en moi une haine incroyable. Je me sentais forte, j'avais envie de me rapprocher des autres compagnes, de leur dire : « Je suis prête à faire ce que vous allez faire en sortant. Je voudrais travailler avec vous ».

Ça a été très important pour moi de connaître ces jeunes femmes qui, elles, voyaient la torture comme une étape de plus. Il m'est arrivé en les écoutant parler, de me dire : « Pour moi, c'est un enfer que je n'oublierai jamais et qui va me permettre maintenant de franchir d'autres pas dans la lutte révolutionnaire ».

Je suis bien plus déterminée aujourd'hui qu'avant. Je pense que c'est une réaction très fréquente même dans les familles des détenus. Ainsi, mon mari a commencé à se dire : ils ont torturé ma femme. Puis il s'est rendu compte que tous les jours ils en torturent des dizaines. C'est un homme plus très jeune, qui était contre l'Unité populaire et qui découvre tout d'un coup l'horreur de ce qui se passe.

Je n'admets pas l'exil. Aujourd'hui je suis en France et pourtant s'il fallait admettre l'exil, il faudrait se dire : « Je ne reverrai plus jamais les gens que j'aime ». Je pense que ça peut durer deux ans, cinq ans au maximum, mais l'exil définitif, je ne l'admets pas. Au dernier moment, j'ai regretté de partir, de partir avant les autres. Il y a une telle fraternité, une telle force entre les femmes que j'avais honte. Dans les cinq derniers jours, j'ai eu un choc très fort. Une sensation presque de refus de la liberté. L'envie de dire : « Non je ne pars pas. Je reste avec les autres femmes ». J'avais l'impression de lâcher mes compagnes.

Pour nous, femmes chiliennes, très attachées à la famille, l'exil est un choc très fort. J'ai vu des femmes pleurer pendant des jours en apprenant qu'elles devaient partir. Il y a deux groupes, en fait : celles qui pensent qu'elles ne pourront rien faire en sortant de prison et celles qui ne pensent qu'à mieux s'organiser, à devenir des combattantes clandestines. Celles qui voient cela clairement ne craignent pas de rester au Chili.

Puis tout a pris fin pour moi. Ils m'ont emmenée à la Direction de Investigaciones qui correspond un peu à votre Police judiciaire. Là un officier de police de carrière m'a fait remplir les papiers nécessaires pour moi et pour mes enfants. Il a même facilité des visites de ma mère, qu'il cachait dans une petite pièce pour que je puisse la voir dix minutes. Il voulait savoir comment ça se passait à la Dina. Alors, je lui ai tout dit, parce que je crois qu'il faut que ça se sache. Un jour, il m'a dit : « Quand vous serez arrivée en Europe, envoyez-moi une carte postale. » Surprise, je lui ai rappelé que beaucoup sont torturés pour une simple lettre. Il a réfléchi quelques instants et m'a répondu : « Tout bien pesé, il vaut mieux que vous ne m'envoyiez pas de carte postale. »

(PROPOS RECUEILLIS PAR MAURICE FABIEN)



changer la vie quotidienne

Pollution
UN RU CONTRE 2000 BŒUFS

Lorsqu'un petit ruisseau gaiement serpente dans les prairies d'un coin du département de l'Aisne, on y sait des pêcheurs heureux. Quelques troupeaux qui venaient troubler ses eaux tranquilles n'avaient point fait fuir les truites renommées du ru d'Hozier. C'était avant qu'un fermier d'Epagny, Louis Philippon, ait fait fortune. Avant qu'il n'installe son élevage de 2 000 bœufs sur ses nombreux hectares et déverse les résidus de nourriture et les déchets de nettoyage directement dans le ru, faisant ainsi économie d'une station d'épuration. Au détriment, bien évidemment, de l'environnement. L'affaire remonte à 1974. Au début de l'année, une première analyse du service départemental de l'hygiène faisait état d'une forte concentration de matières organiques et d'éléments azotés. Puis la société de pêche de Berny-Rivière de constater la disparition du poisson dans le cours d'eau. Les défenseurs du ru d'Hozier ne cessent plus leurs actions. Soutenus par les habitants des communes voisines, les Amis de la nature de l'Aisne, ils font circuler une motion dans tous les petits villages. Elle dénonce « la pollution causée par le déversement de purin provenant de l'élevage de Philippon, qui détruit la vie animale et végétale, qui est dangereuse pour le bétail qui s'y abreuve, qui pourrait être la cause de diverses maladies dans la population... »

Jusqu'alors, la plainte déposée en Justice est restée dans l'oubli le plus complet. Enfin, en février dernier, de réunion en manifestation, une délégation conduite par le maire d'Epagny est reçue par le sous-préfet de l'Aisne. Elle est informée de l'engagement pris par Philippon de construire une station d'épuration efficace. Quant au déblocage de l'action judiciaire, il semblerait qu'elle vienne « bientôt » devant le tribunal. Dans un premier temps, les riverains du ru d'Hozier ont gagné. Mais verront-ils, justement, le personnage local influent, haut en couleur — et fort en gueule, dit-on — payer les préjudices causés à la destruction de la nature ? Et André Jarrot, secrétaire d'Etat à la Qualité de la vie, ne doit-il pas assimiler, à cette occasion, ce genre de pollution agricole de grande envergure à la pollution industrielle ? Afin que dans ce cas, précisément, le pollueur soit le payeur.

Urbanisme
COUPEZ-LUI LA TETE !

Qu'on décapite une tour de ses deux étages supérieurs, c'est une belle victoire de l'Association yerroise pour la défense de l'environnement et de la nature (Ayden). Pourtant, c'est une histoire longue et compliquée, semée d'embûches par les promoteurs et par le maire de la commune d'Yerres, et aggravée par les différents faux-fuyants de la préfecture de l'Essonne. Une histoire banale, en somme, lorsqu'il s'agit de la construction d'un ensemble immobilier sur une propriété boisée de près de 40 ha, et que la densité de logements passe,



sans que personne ne tique, de 50 à 76 à l'hectare. Et ne parlons pas des arbres détruits, brûlés sur place... Au début 1972, l'Ayden saisit le tribunal administratif en vue de l'annulation du permis de construire du 26 juin 1970. Le ministère de l'Equipement fait procéder à une enquête et constate que les constructions entreprises diffèrent de celles autorisées et sont encore plus importantes. Il fait savoir au tribunal qu'il considère le permis comme périmé depuis juin 1971. Mais les intérêts financiers en jeu sont importants. Et c'est par le biais d'une zone d'aménagement concertée (Zac) que le maire d'Yerres fait approuver, à peu de chose près, le projet d'une convention de l'essentiel du programme. Avec un supplément « pour faire social », la construction d'un foyer pour personnes âgées. Habileté et démagogie n'ont pas eu raison. Par lettre, en novembre 1973, l'Association saisit le ministère de l'Equipement en lui demandant de n'approuver la nouvelle Zac que sous la réserve des 189 logements prévus. Pas un de plus. Tout en souhaitant que les habitations réservées aux personnes âgées soient comprises dans le complexe immobilier.

Livres
A VOTRE SANTE

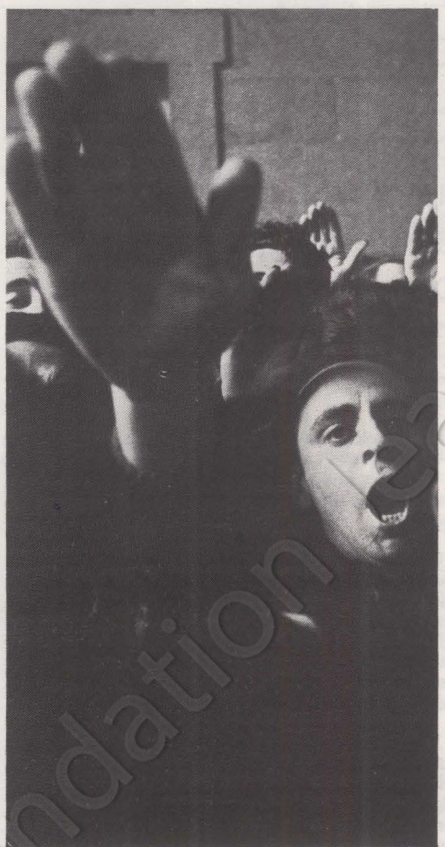
La production des médicaments doit-elle se faire au profit du capital ou à celui de la santé du malade ? S'il semble évident que la santé devrait être le souci premier de l'industrie pharmaceutique, une analyse sérieuse de la pratique de cette dernière montre bien qu'il n'en est malheureusement rien. La démonstration en est faite par Gabriel Gallice, membre de la Commission Santé du P.s., dans un petit livre clair, complet et plein d'intérêt intitulé : « Santé et profit - l'industrie pharmaceutique », publié par les éditions du Cerf dans la collection Objectifs. Le mécanisme par lequel l'industrie pharmaceutique, capitaliste dans sa production, est aussi un produit du capitalisme est parfaitement décrit. On y apprend même comment certains laboratoires en arrivent à créer consciemment et artificiellement la « maladie ». Le but reste, bien sûr, le profit. En ce sens, l'analyse de l'évolution de l'industrie pharmaceutique, de ses structures et de sa stratégie industrielle et commerciale est très révélatrice.

Enfin, et ce n'est pas la moindre originalité de son livre, Gallice avance des propositions immédiates de transformation dans la perspective du socialisme autogestionnaire. Car, comme il le dit, « la condition préalable d'une action efficace contre les trusts de la pharmacie et leurs alliés est la prise du pouvoir d'Etat ».

Jouets
INTERDIT AUX ENFANTS

Noël prochain sera la fête du « mou », du « matériau noble » et de « l'écologie ». Réunis au 14e Salon international du jouet à Paris, les professionnels ont mis en vitrine la poupée de chiffon rembourrée de mousse, locomotives et camions en bois blanc ou peint, et les jeux de loto ou d'oie à résonance écologique. Ce sont les seules notes jolies d'un salon tristounet, figé dans un traditionnalisme alarmant. Mais la morosité se dégage aussi du côté des fabricants. Depuis 1969, la situation du jouet ne s'est pas améliorée Même si certaines entreprises moyennes et petites se sont regroupées, l'industrie du jouet en France, dont le chiffre d'affaires est estimé à 1 800 000 000 F pour 1974, ne semble pas satisfaire les professionnels. Mais les Français ne sont pas de grands novateurs et c'est une grande impression d'ennui qui se dégage de derrière les comptoirs. On sort déçu. C'est vrai que, sur la porte, on lit : « Interdit aux enfants ».

Espagne LA DERNIERE CORRIDA





Devant les ouvriers en lutte, les étudiants en grève, les pétitions circulant jusque dans l'Armée, les plus malins quittent le navire en catastrophe et la guerre des clans se ranime autour du vieillard moribond. L'Espagne vit sa dernière corrida.

De notre correspondant

Chacun, en Espagne, vit à l'heure des incertitudes. Sur leur navire à la dérive, les éminences du régime donnent, de-ci de-là, de grands coups de barre sans trop savoir où ils les mèneront. La guerre des clans autour du cercueil déjà ouvert du Caudillo, la longue succession de grèves depuis l'automne, la série des manifestes signés par les fonctionnaires, les catholiques et même des militaires d'active, le besoin de sauver l'avenir en sauvegardant le présent, autant de signes visibles de la désagrégation du régime.

La meilleure preuve en est sans doute les attitudes contradictoires du Premier ministre espagnol, Carlos Arias Navarro. Mardi 25 février, la presse madrilène est fermement priée de mettre en valeur son apparition du lendemain sur les écrans de la télévision. Pour la première fois, en effet, le numéro deux du régime va tenir une conférence de presse. Une petite révolution dans les mœurs politiques espagnoles : depuis 1938, aucun dignitaire n'avait accepté de répondre à des questions de journalistes. L'innovation s'arrêta là : soigneusement triés sur le volet, les journalistes n'étaient là que pour mettre en valeur les propos d'Arias Navarro.

Et puis, tout au long de son texte, le Premier ministre s'est livré à une patiente autocritique. Pas la moindre trace d'ouverture dans ce discours. Moustache mesquine à la Pinochet, il avait retrouvé son ton de ministre de l'Intérieur. Il n'y manquait même pas l'hommage à Franco, Dieu souverain : « Quand il s'agit de problèmes importants, lorsque des doutes m'assaillent, un geste de Son Excellence suffit pour que le cap apparaisse clair devant moi. » Piètre littérature.

Fuir le navire

En refermant leur poste de télévision, les Espagnols avaient compris que, décidément, rien ne changeait dans ce régime. La veille, le ministre du Travail, Licinio de la Fuente, avait démissionné du gouvernement. Il jugeait que son projet relatif au droit de grève avait été dénaturé. En octobre, déjà, Antonio Barrera de Irimo, ministre des Finances, avait lui aussi démissionné pour protester contre l'exclusion du ministre de l'Information, Pio Cabanillas. Coupable, selon la Camarilla du Pardo — les fidèles des fidèles qui entourent le Caudillo — de libéralisme.

D'une mauvaise formule, Carlos Arias Navarro a évité d'aborder la question de ces trois démissions dans sa conférence de presse. De même, il prit bien soin de ne pas parler de ces pétitions, de ces manifestes qui circulent dans toute l'Espagne et qui atteignent aujourd'hui l'armée. De même, il n'eut pour les étudiants en grève depuis des semaines, pour les ouvriers en lutte depuis des mois, que des propos de garde-chiourme.

Ce régime n'a même plus le courage d'aborder de front ses contradicteurs. Les plus malins quittent le navire en catastrophe. Les autres essaient de survivre sans talent. Mardi soir, l'agence de presse officielle Efe annonçait un remaniement ministériel limité. Cinq portefeuilles étaient touchés. Et, contrairement à l'habitude, le plus grand secret avait entouré l'opération. Les 5 promus sont des proches de Carlos Arias Navarro. Les nouveaux ministres du Commerce et de l'Industrie appartiennent à l'inépuisable lignée des technocrates du franquisme. Parmi les écartés, un des « durs » de la Phalange, José Utreta Molina, qui quitte le secrétariat général du Mouvement. Il y est remplacé par un député des Cortes, Fernando Herrero Tejedor, assez proche des milieux de l'Opus Dei, la sainte mafia. Ces petits changements ne modifient pas grand chose et ne favorisent aucun des clans. Ce remaniement-là ressemble fort aux replâtrages de la IVe République finissante. Il ne résoud rien, mais permet simplement de gagner un peu de temps.

Une autre affaire montre bien le degré de décomposition atteint. Le père du prince Juan Carlos, Don Juan d'Espagne, avait accordé, de son exil portugais, une interview au quotidien monarchique A.b.c. Ses propos n'étaient guère aimables pour le régime. Il recommandait à l'Espagne de s'engager dans « une alternative démocratique ». Il fut donc décidé de censurer les suggestions de ce dangereux anarchiste.

Juan Carlos, héritier désigné du franquisme sans Franco, ne pouvait compter →

que sur l'appui d'une partie infime de la population espagnole. Le voilà, aujourd'hui, contraint d'approuver un régime qui censure les propos de son propre père, héritier légitime de la couronne d'Espagne.

Couronne décrépite

Ce petit incident donne une saveur toute particulière à la récente rencontre Juan Carlos-Valéry Giscard d'Estaing au château de Chambord. Michel Poniatowski a décidé que l'Espagne faisait partie de ses préoccupations. Depuis des mois, il se rend régulièrement à Madrid et y rencontre les éminences du régime. Conclusion de ses prises de contact : la France doit améliorer à tout prix ses relations avec le franquisme et courtiser le futur roi d'Espagne, Juan Carlos. Giscard d'Estaing a approuvé ce plan et a reçu Juan Carlos à l'occasion d'une chasse présidentielle. Beaucoup de sangliers furent tués et l'on tint une conférence de presse en revenant de l'équipée. En pleine forme, le président de la République française se mit à rêver d'une Espagne membre à part entière de la Communauté européenne. Il ne manquait à ces propos que le réalisme : l'Espagne, tant qu'elle ne sera pas une démocratie, ne peut siéger dans les instances européennes. Un petit détail, sans doute négligé par Poniatowski.

Pour oublier toutes ces préoccupations terre à terre, le régime franquiste s'est offert, vendredi dernier, une somptueuse cérémonie. Au Palais-monastère de l'Escorial, près de la Sierra de Guadarrama, on se croyait revenu au temps de Philippe II. Le franquisme, comme chaque 28 février depuis 20 ans, y célébrait une messe à la mémoire de tous les rois d'Espagne.

Les yeux cachés par de grosses lunettes à verres fumés, emmitouflé dans sa capote kaki de général de l'armée de Terre, Franco, amaigri, plus petit que jamais, a mené la cérémonie. Il a fait son entrée sous un dais de brocart, porté par les moines du Chapitre habillés de bure noire. Seul à la gauche de l'autel, il s'est assis sur un grand fauteuil rouge frappé aux armes de l'Espagne. A sa gauche, en contrebas, le prince Juan Carlos, vêtu de son uniforme de l'armée de Terre. A sa droite, toujours en contrebas, Alphonse de Bourbon, duc de Cadix, petit-fils de Franco et concurrent du prince Juan Carlos — vêtu, lui, de blanc. Entre eux deux, sur un coussin de velours rouge, la couronne des rois d'Espagne. Dans la nef, les dignitaires du régime, les restes de la monarchie décrépite et quelques généraux. Sans oublier les chemises bleues des fidèles de la Phalange. Un spectacle dérisoire.

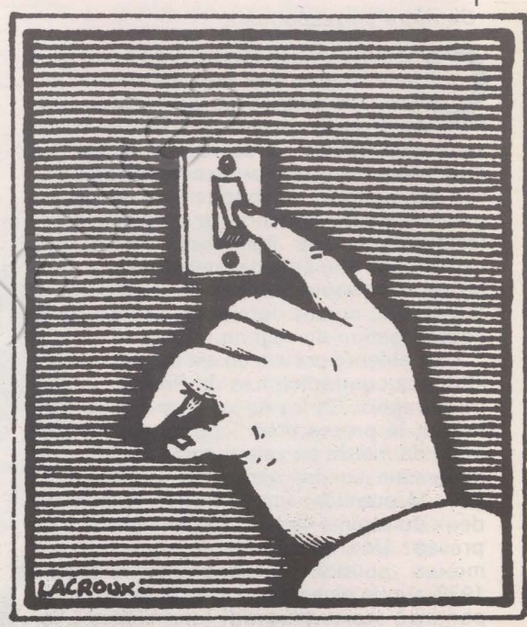
De cette cérémonie, les Espagnols n'ont retenu qu'un élément : la main droite de Franco tremblait fortement. Preuve que la maladie de Parkinson dont il souffre n'a pu être jugulée par ses médecins.

SALVADOR MARTI

Région parisienne

DU NUCLEAIRE... PAR SOLIDARITE !

C'est tellement innocent une centrale nucléaire que les préfets en justifient l'implantation dans chaque région par... la solidarité nationale !



Vouloir des centrales nucléaires est une chose. Les implanter en est une autre. Et le gouvernement, qui a pris sa décision, marche sur des œufs lorsqu'il s'agit de l'application.

Aussi Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie, a-t-il adressé une lettre aux préfets de région leur demandant de recueillir « l'adhésion de tous et notamment des élus locaux ». Excellente idée, encore que les élus locaux aimeraient qu'elle joue en toutes circonstances, et pas seulement à l'occasion d'un phénomène qui soulève tant de problèmes et tant de réserves.

D'autant plus que la procédure retenue est assez curieuse. Le gouvernement cherche, en effet, à obtenir des élus plus un accord de principe qu'un accord sur une proposition précise. Dans la région parisienne, par exemple, on en est arrivé à l'idée que les seules centrales nucléaires possibles devaient être implantées dans le département de Seine-et-Marne, en amont de Montereau, soit sur la Seine, soit sur l'Yonne.

Mais les dossiers présentés tant au conseil général de Seine-et-Marne qu'au District parisien se sont caractérisés par l'insuffisance des études techniques — ainsi que l'ont fait remarquer les élus socialistes. Bien entendu, pour la partie justificatrice sur l'innocuité des centrales, l'argumentation est massive. Rien de plus innocent qu'une centrale nucléaire. Tout est prévu pour éviter le plus petit péril, y compris les tremblements de terre et les chutes d'avion. Le bout de l'oreille perce cependant quelquefois.

Prenons le cas de l'eau. Une centrale en consomme beaucoup pour le refroidissement : 12 mètres cubes / seconde pour une centrale à refroidissement, en circuit fermé, d'une eau rejetée à 30°. Selon l'agence qui traite des problèmes de l'eau pour l'ensemble du bassin de la Seine, la vie de la flore et de la faune est détériorée dans les rivières à partir de 23-24°. Alors, on avance sournoisement que parfois la température des rivières de la région parisienne atteint « de façon naturelle » 25 à 28°. Et puis on passe, sans autre précision. Il est clair, cependant, que les rivières du bassin parisien ne sont pas des modèles de vie naturelle.

Autre aventure. Cette eau, il faut bien la prendre quelque part. La zone retenue comprend d'importants champs captants, utilisés déjà pour l'alimentation en eau de la région parisienne. Le gouvernement déclare qu'il n'entend implanter qu'une seule centrale sur chaque rivière concernée, en l'occurrence la Seine et l'Yonne. Ce qui fait deux centrales sur le même champ captant, une pouvant être située dans la région parisienne, l'autre dans la région Champagne. D'où l'inquiétude de la préfecture de la région parisienne, qui risque de voir une centrale située en Champagne-Ardennes pomper des eaux utiles à l'agglomération. Le régionalisme administratif a aussi de ces petits conflits.

Le plus grave reste qu'on demande aux élus de faire un choix entre plusieurs sites en reconnaissant qu'une fois le choix fait, il restera à faire l'étude technique prouvant que le vote retenu ne présente pas d'inconvénients majeurs. C'est la tactique du parapluie, car il est évident qu'on pourra ensuite dire aux assemblées consultées : d'accord, il y a quelques petits inconvénients, mais vous vous êtes déjà prononcés et les risques sont si minces, ainsi que vous l'aviez vous-même reconnu.

Cette « concertation » montre donc bien ses limites. Ajoutons qu'un élu s'étant permis de demander pourquoi il fallait à tout prix une ou des centrales nucléaires dans la région parisienne, il lui fut répondu notamment que c'était une façon s'exprimer la solidarité nationale. Réflexion plus inquiétante qu'apaisante pour toutes les régions de France, car si les centrales nucléaires étaient aussi inoffensives qu'on veut bien le dire, quelle nécessité y aurait-il à vouloir en mettre partout au nom d'une solidarité qui paraît être plus le partage des dangers que des avantages ?

JEAN LETHIL

découvrez la fascinante épopée de l'HUMANITE EN MARCHE



Profondément originale par sa conception, son esprit, le choix de ses collaborateurs et sa réalisation même, l'Humanité en marche présente, en une vaste fresque, prodigieusement documentée, l'histoire objective et cohérente de tous les mouvements révolutionnaires, populaires et démocratiques du monde entier de 1789 à nos jours. Groupant des savants, des historiens, des écrivains, des journalistes, des universitaires, mais aussi des syndicalistes et des militants issus de tous les horizons de la pensée démocratique, cette édition constitue un apport historique irremplaçable, indispensable à tous ceux que les questions politiques et sociales d'aujourd'hui ne laissent pas indifférents.

une formule d'édition moderne au service des plus légitimes aspirations de l'homme

pour la première fois en effet et grâce à sa conception collective et véritablement démocratique, cette fabuleuse histoire des "conquêtes de justice et de liberté" est traitée en un tout homogène et cohérent sans escamotage ni complaisance. Au sein de cette réalisation, chaque volume comprend une vaste préface, suivie d'une passionnante étude historique largement documentée et d'un grand roman classique ou contemporain choisi en fonction du thème développé dans le volume.

les espoirs et les luttes des hommes de tous les pays : une évocation sincère et passionnée

1789 - 1793 - 1830 - 1848 – La Commune de Paris – l'Amérique latine en lutte – les révolutions chinoises - le front populaire – l'Afrique aux prises avec l'esclavage – la Résistance – les chrétiens et les révolutions - la femme face aux sociétés – l'école démocratique – la jeunesse – les grandes conquêtes ouvrières - la révolution d'octobre – la liberté de la presse...

la collaboration prestigieuse d'hommes éminents

qui ont en commun le respect de la dignité de l'Homme et foi dans l'avènement d'une société plus juste. Parmi ceux-ci : Don Helder Camara, Jean Cassou, Aimé Césaire, Jacques Chambaz, Bernard Clavel, Jean Cornec, Eugène Descamps, Albert Ducrocq, Jean Elleinstein, Marc Ferro, Benoît Frachon, Jacques Guyard, Armand Lanoux, Stellio Lorenzi, Jacques Mitterrand, Max Pol-Fouchet, Jean Poperen, Roger Quilliot, Jean Rostand, Léopold Sédar Senghor, Albert Soboul, Haroun Tazieff, Vercors, etc.

deux cents ans de luttes à travers le monde

le récit passionnant d'un effort constant des hommes vers une société plus juste, plus fraternelle, à la lecture duquel vous comprendrez mieux le présent et pourrez mieux imaginer l'avenir.



PHOTOS KEYSTONE - ROGER VIOLLET - GAMMA

MICHEL REDON / CONSEIL

une édition de qualité

Chaque volume, composé dans un beau caractère moderne, bénéficie d'une mise en pages claire et harmonieuse.
L'étude historique constituant la première partie de chaque tome est largement illustrée de documents anecdotiques souvent méconnus.
Le roman constituant la seconde partie est enrichi de belles illustrations originales en couleurs. L'ensemble tiré sur grand vélin bouffant d'édition, est relié plein Reluskin et orné, sur le premier plat, d'un motif symbolique original dû au talent de Jean Colin.

les éditions Martinsart vous offrent la possibilité d'une information privilégiée. N'hésitez pas à leur retourner le bon ci-contre après l'avoir bien lisiblement complété.

conformément à votre proposition, je souhaite recevoir gratuitement et sans aucun engagement de ma part une information documentée, précise et complète sur "Liberté-Egalité-Fraternité – l'humanité en marche".

NOM _____

prénom _____

adresse complète _____

_____

date _____ *signature*

à retourner aux

Éditions MARTINSART
58, rue des Capucins
41200 ROMORANTIN

IL CHANTE "LA" POMME

Chanson

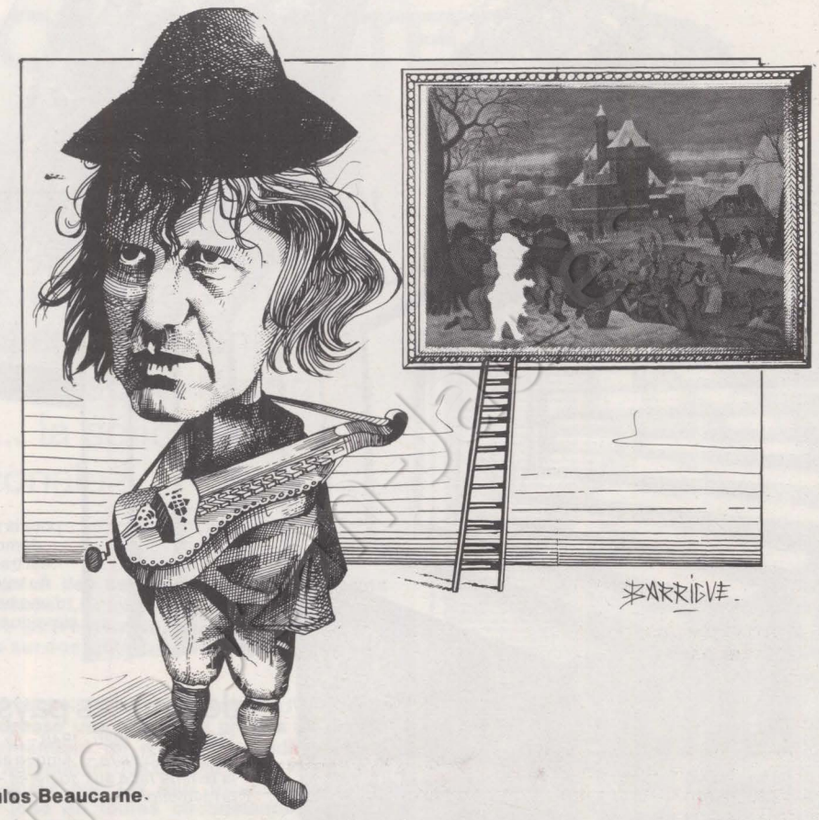
Sans se soucier du hit-parade, Julos Beaucarne a pris la place laissée vide par Jacques Brel en Belgique, en chantant « le parti des arbres fruitiers ».

« Les primevères ont fait leur apparition dans le bois de la Houssière. Le front de libération des arbres fruitiers revendique la responsabilité de cette manifestation de la vie ». Ce genre de ritournelle, quelque part entre Bruges et Gand, il y a quelque dix ans, des paysans ébahis l'entendirent monter de la place de leur village. Un petit homme trapu, caressant sa guitare, déballait des rengaines venues du fond des âges. La Belgique venait de se trouver un nouveau trouvère : Julos Beaucarne.

A l'époque, Beaucarne ne chantait pas encore Beaucarne. Il fredonnait Molière, Shakespeare, Virgile, Claudel, Baudelaire, Desnos et Apollinaire. Comme ça, sans annoncer la couleur, sans tambour ni trompette, sans citer le nom de ses auteurs. Et de vieux hommes à bretelles et casquette reconnaissaient, dans ces chansons tressées, quelques traces de leur histoire, quelques images de leur « pays intérieur ». Rien à voir avec ces « chanteurs mécaniques dont les mots sont comme égorgés par les bruits de la ville. » En des temps où l'écume du talent se mesurait en décibels, Julos préférait chanter comme un oiseau : a-t-on vu déjà une alouette brancher ses cordes vocales sur l'électricité ? Tout cela n'intéressait évidemment pas les radios et les télévisions, mais plaisait beaucoup aux gens.

Une décennie a passé : Julos passe toujours dans les mêmes villages, sur les mêmes places, dans les mêmes salles des fêtes. Seul changement : il n'a plus besoin d'explorer, les villages se l'arrachent ; au hasard des campagnes, à longueur d'année, Julos parcourt son pays. Les paysans ne payent pas cher : le ministère de la Culture assure chaque soir la moitié du cachet — un système à méditer ! Une seule entorse à cette itinéraire bucolique : cinq fois l'an, Julos met les pieds « dans l'enfer » du Théâtre royal de la Monnaie à Bruxelles.

Car, l'enregistrement de ses disques mis à part, Julos n'est jamais entré dans le circuit du show-business. Il est de ces rares plantes qui ont refusé de pousser dans l'ombre des tas d'or des marchands de tubes. Il est un « chanteur à ciel ouvert ». Son pays l'a accueilli comme tel, sans se soucier des soubresauts du hit-parade. Son pays lui a ouvert les bras : il y a pris la place que Jacques Brel a laissée vide. Du coup, les radios ont pris le



Julos Beaucarne.

train en marche. Jacques Chancel aussi ; à la demande de Gilles Vignault, il l'a fait venir, la semaine dernière, au Grand Echiquier.

Au même moment, Julos a décidé de tirer la langue à la tour Montparnasse ; il s'est installé, jusqu'au 15 mars, à son pied : à la Cour des Miracles. Au cœur de la ville, il plante le langage du plat pays. Ses refrains gagnent du terrain. Julos chante : « Nous sommes 180 millions de francophones. » Et 180 millions de gens sont concernés.

Comment expliquer cette percée victorieuse d'un franc-tireur ? Si l'on écoute ses « Premières chansons » (RCA 740 097), si l'on s'attarde sur « Arrêt facultatif » (RCA 740 104), sur « Julos chante pour vous » (RCA 740 630) et sur « L'enfant qui veut vider la mer » (RCA 740 647), une première évidence apparaît : la qualité musicale de l'ensemble. Qu'il mélange les instruments d'époques différentes, qu'il marie des rythmes apparemment antagonistes, toujours ses complaintes sont sobres, simples, aisées à retenir. Il a su maîtriser aussi bien le menuet que la pop, la musique de chambre que le rock. Pour en faire, simplement, des « chansons des rues et des bois » qui volent de lèvres en lèvres.

Ce n'était pas le tout d'être ce hérault quasi médiéval dont le passant reprend les mélodies. Il fallait aussi des mots qui se retiennent. Julos les a d'abord cherchés chez les autres. Maintenant, il les forge lui-même. Ils sont tantôt wallons, tantôt français. Ils sont toujours en prise sur le monde d'aujourd'hui. Ils oscillent entre la dénonciation des « pièges urbains » et l'exaltation d'un « demain oxygéné ». Julos ne moralise pas. Il met en garde. En sauvegarde. Sans donner de leçon. La lutte pour la nature est devenue une tarte à la crème que les écologistes de tout poil se partagent. Julos n'a pas attendu cette mode commode pour dire qu'un « troupeau sans mémoire » court tout droit au cimetière. Le grand risque est là : « Y /a plus d'histoire d'amour /sur cette terre brûnette/les travaux et les jours/nous ont tourné la tête ». C'est dans ce langage d'inquiétude — devant « l'ogre électronico-informatique » — que se reconnaissent 180 millions de francophones.

Parce qu'il ne veut pas que « votre visage soit une réclame pour la marque « femme », parce qu'il avoue que son rire d'enfant s'est flanqué par terre et que « quand il s'est relevé il est devenu gravité », parce qu'il proclame se soûler « au beaujolais de l'existence », parce qu'il appelle à « nager dans l'avenir », parce qu'il prévient « qu'à force de péter trop haut le cul prend la place du cerveau », parce qu'en chantant pour Victor Jara il insinue que « celui qui a tiré s'appelait peut-être Kissinger »... Pour toutes ces raisons et beaucoup d'autres Julos Beaucarne est chez lui partout, chez tous ceux qui espèrent. Il sème pour tous ceux qui veulent moissonner. Il a choisi pour toujours « le parti des arbres fruitiers ».

Il dit : « Mon métier c'est de vous dire que tout est possible ». Il fait très bien son métier. Il dit encore : « Les mots sont très sympathiques, ils gagnent à être connus. » C'est le cas des siens.

JEAN-PAUL LIEGEOIS



François Mitterrand dans sa maison des Landes.

France soufflant à l'oreille de Mitterrand : « C'est lui le roi ! ». Enfin, voilà un chroniqueur sachant, autant que Maurice Paleologue ou Charles de Chambrun, prendre ses aises dans une familiarité vraie avec l'Histoire. Qu'il aille en Chine ou bien en Moldavie, qu'il prenne le thé avec Mao ou qu'il soupe chez l'abbesse du Monastère de Putna, c'est dans cette tradition-là que se situe le récit de ses visites aux dignitaires étrangers. Ne nous en plaignons pas.

Sur certains visages il pose un masque vite ôté et l'on découvre Monsieur Pierre Messmer sous les traits de Monsieur Muscle ou le prince Poniatowski — pardon, Protocole — le prince Michel, donc, en costume d'époque, courrant le cerf et taillant du manant. Un homme approche, voilà Zorro. Non, c'est l'entrée d'une firme multinationale. Etrange bal... Et que fait ce périscope émergeant des taillis ? Ce n'est que Titus, le basset, déboulant, queue levée, d'une piste embrumée, embaumée.

C'est très important, les animaux, dans la vie de François Mitterrand. De tendres esquisses, dédiées tantôt à ses chiens, tantôt à des bouvreuils, à des merles ou à des étourneaux surviennent sous sa plume, pour nous interdire de tomber dans le sérieux ou l'important. « Seuls les chiens, surpris de loin dans leur innocence, me font rire. Librement. Spontanément. » Quel est l'écrivain s'exprimant ainsi ? Mitterrand ? C'est Nourissier. Et d'ajouter : « Je ne suis pas sectaire ». Ne le soyons pas davantage et sacrons grand écrivain, car il l'est, l'auteur d'un beau livre récemment paru et tout entier dédié à l'analyse de ses sentiments envers la petite teckel Polka. Nous ne retiendrons que le trait sensible et ferme de cette patiente méditation, sa musique si française, l'émotion ressentie face à un vrai compagnonnage, sans tenir compte de la virulence dont, par ailleurs, l'auteur fut capable lorsqu'il s'agissait d'attaquer Mitterrand, lors de la campagne présidentielle.

On peut s'étonner, néanmoins, que l'article qu'il a consacré à « La paille et le grain » passe sous silence tout ce qui a trait à la vie publique de son auteur. Nourissier l'avoue : il préfère les portraits. Regrettons que sa soudaine indifférence à l'égard de ce qui donne à Mitterrand sa dimension nationale ne se soit pas manifestée neuf mois plus tôt.

J'aime l'humour dont Mitterrand sait user lorsqu'il décide de régler ses comptes... après coup. Il n'entend pas commenter la campagne présidentielle, ni l'analyser, ni en tirer leçon. Il part d'une expérience et note. A l'exception du « Monde », de « l'Humanité », du « Provençal », de « la Dépêche du Midi », du « Nouvel Observateur » et du « Canard enchaîné », tous les quotidiens, tous les hebdomadaires de France sans exception, tous les postes de radio centraux et périphé-

→

NOUS N'IRONS PAS A REIMS

→

riques l'avaient pris pour cible. Quelle artillerie ! A partir de là, une conclusion indiscutable s'imposait : « Nous avons contre nous le sucre, la laine, le papier, le coton, la publicité, les médicaments et même l'avion de bombardement ! » Elle est énoncée avec une ironie à laquelle je trouve une saveur britannique.

Rien d'inquiétant, pour certains, comme cette soudaine rumeur : Mitterrand, écrivain. Historien, oui, essayiste à la rigueur, tout cela est dans les normes et peut conduire sans à-coups jusqu'au Quai Conti. Mais leader de la gauche et écrivain, voilà qui dérange. C'est déjà fait. Excellent. S'il dérange, c'est bien qu'il est écrivain. Rien ne m'en fera démordre.

Les mieux disposés sont pessimistes : « J'ai bien peur que son compte ne soit bon », lit-on dans « le Nouvel Observateur ». D'autres, dans « le Figaro », versent un pleur de circonstance — politesse oblige — après quoi ils signent carrément son acte de décès. « On peut craindre que dans les années d'action qui lui restent à vivre, il ne soit plus l'homme de la conjoncture », écrit, toujours joyeux, M. Alfred Fabre-Luce, qui titre « Une force perdue ». Et il ajoute : « On dit déjà que le leader socialiste, lassé, aspire à entrer en littérature... ». Ce douloureux pronostic lui a été dicté à l'issue d'une soirée devant son petit écran. Au programme, une émission littéraire à laquelle participait François Mitterrand. C'est alors que M. Fabre-Luce a « senti » dans le destin de notre ami « du pathétique ». Navrant. Mme Soleil en col dur et nœud papillon...

En guise de circonstance atténuante, convenons que, quelque temps auparavant, l'algarade entre Gaston Defferre et Jean d'Ormesson l'avait désagréablement secoué. Voilà qu'un homme politique mélangeait les genres et, en présence d'une foule immense, recueillie et muette, une foule *culturelle,* avouait à l'auteur du « Plaisir de Dieu » qu'il n'avait pas lu son livre, tant le ton de ses articles pendant la campagne présidentielle lui avait déplu. Rare inconvenance. Un Méridional refusait de se plier à la règle, ce n'était plus là des propos de dîners en ville, la télé perdait brusquement ce charme discret qui, dans les beaux quartiers, doit, en toutes circonstances, faire le jeu des maîtres de maison.

Jean Genet qui passait par chez nous, venu jamais on ne sait de quel lointain pays, était d'un tout autre avis. Jusqu'à l'affrontement, il avait affiché l'air que j'appelle son « air de ne pas être là ». D'évidence, il s'ennuyait mortellement. L'algarade lui rendit sa gaîté. Il sembla secouer un exorcisme et s'écria : « Enfin ! », précisant que le faux pas volontaire à la télévision était une forme toute nouvelle de l'antique incident, « Le Roi est nu ! ». Il ajouta qu'il en avait sa claque des subtiles distinctions entre le politique et le littéraire : « Quoi de plus politique que « Le Rouge et le Noir » ? » dit-il.

Le lendemain, je notais au passage ceci : « C'est que notre société vieillie prise avant tout les convenances... Un homme qui invente en parlant arrive facilement à une saillie imprudente, et le maître de maison se croit déshonoré » (4). Comme cela m'arrive souvent, j'ai pensé alors à la rude et forte amitié qui, tendrement, fièrement, me lie au tendre et fier Genet.

Ainsi, M. Alfred Fabre-Luce se souvenait d'avoir vécu un de ces moments de brusque déshonneur. Avec Mitterrand, il s'attendait au pire. Le pire n'eut pas lieu. Pas un propos déplacé. Et Mitterrand aimait Chardonne. Pas la plus petite incursion hors des chemins littéraires. A désespérer. Fort heureusement, rien n'empêche, *par écrit,* de prendre prétexte littéraire pour aborder la politique. L'ordre établi ne s'y oppose nullement. C'est d'un commode, l'écriture ! Et voilà notre Mme Soleil en bretelles qui, à son corps défendant, et toujours navrée, voit s'éloigner du leader socialiste le « fruit mûr du pouvoir », ne lui accorde plus qu'un nom : « François le Bref » et lui trouve « l'air d'un homme assis entre deux chaises ».

Que les pessimistes se rassurent. Il arrive que notre devin fasse erreur, faute, peut-être, de n'avoir assez bien lu « La paille et le grain ». Il y est conseillé de ne pas trop négliger « cet allié privilégié des politiques, le temps ». Mais M. Fabre-Luce enterre prestement, quitte, en cas de nécessité, à exhumer en un tournemain. Ainsi, en 1942, dans son « Journal de la France 1939-1944 » (5), trouve-t-on, à la page 489, cette phrase prophétique : « Giraud, qui a passé aux Anglo-Saxons deux ans après de Gaulle, a obtenu la préséance. Ce succès des ouvriers de la dixième heure indique, d'après eux, qu'il vaut mieux attendre la onzième. Les récompenses seront encore plus grandes... ». La phrase a mystérieusement disparu de l'édition de 1947.

Arrêtons-là notre rapide survol. M. Fabre-Luce a certainement de bonnes raisons de penser de la sorte. Il ne voit de salut pour François Mitterrand que dans « une longue marche » ayant pour but une alliance avec M. Giscard d'Estaing. Il est temps de rappeler que M. Fabre-Luce et le président de la République sont oncle et neveu. Si l'on perdait l'esprit de famille, où irait la France d'aujourd'hui ? Songeons aussi combien cette France conservatrice lui convient. La coalition des apeurés enfin rassurée. En toutes circonstances l'intérêt du capital sauvegardé. Plus d'aventure. Rien que des révolutions de protocole, le veston damant le pion à la jaquette, les titres nobiliaires supprimés, des chefs sains, « modernes » ayant le goût de la chasse et du ski, veillant eux-mêmes à ce que les orangers de l'Elysée prennent, avant les grands froids, le chemin des serres. Quel repos ! Chers orangers ! Ah, respirons...

(1) François Mitterrand, dans la collection La Rose au poing, Flammarion.
(2) « Le Point », n° 126.
(3) « Lettrines », Julien Gracq.
(4) Stendhal, « Le Rouge et le Noir ».
(5) Edition définitive et complète (Genève, Editions du Cheval ailé, 1946).

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*70 F* ☐
normal d'un an à	*120 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES
Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 12 Cité Malesherbes
(Paris 9e) - Tél. 878.40.73
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Maurice Fabien, Yann Fitt, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jean-Claude Rieu, Maurice Séveno, Antoine Violet.

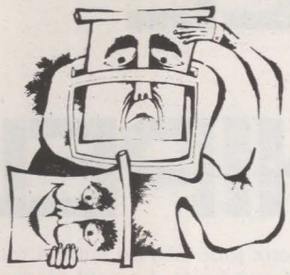
DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 ((Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Michel Lecornet
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition — 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 7 MARS

En direct, un intellectuel arabe (Mahmoud Hussein) et un intellectuel israélien (Saul Friedlander) dialoguent à propos de livres de Jean Lacouture, Tewfik El Hakim et Amos Oz (21 h 40, A 2).

Le plus grand film « noir » de l'histoire du cinéma : « Scarface » de Howard Hawks (22 h 50, A 2).

A propos des travaux du Club de Rome, avec Alain Touraine, Michel Rocard et Jacques Delors (20 h, France-Culture).

SAMEDI 8

Jacques Higelin, Patachou, etc. à Banc public (22 h 35, A 2).

DIMANCHE 9

Un épisode de la guerre de Sécession : « L'escadron noir » de Raoul Walsh (17 h 45, T.f. 1).

« Marie-Octobre » : un bon suspense de Julien Duvivier (20 h 35, T.f. 1).

LUNDI 10

Un débat avec Jankélévitch, Paul Fraisse, etc. après la projection de « La machine à explorer le temps », de George Pal, d'après Welles : un joli film soigné qui manque un peu de souffle (20 h 35, T.f. 1).

Un hommage de Manuel Rosenthal, Pierre Petit, etc. : « Une pierre blanche pour Ravel » (21 h 55, A 2).

MARDI 11

François Mitterrand parle de son livre « La paille et le grain » (14 h 35, A 2).

Un western en mineur qui n'est pas pour autant un film mineur : « Will Penny le solitaire », de Tom Gries (20 h 30, F.r. 3).

« La bataille pour Berlin », superproduction soviétique de Youri Ozerov (20 h 35, A 2).

La romancière Benoîte Groult et l'historien Robert Aron au magazine Pleine page (21 h 45, T.f. 1).

MERCREDI 12

Un très beau et très prenant film d'angoisse de Georges Cukor, avec Ingrid Bergman : « Hantise » (20 h 30, F.r. 3).

Les philosophes Paul Ricœur, André-Michel Vergez, Francis Hincker, etc. débattent de « Liberté et déterminisme » (21 h 35, T.f. 1).

JEUDI 13

L'American way of life des années 50 à travers un couple déchiré : « Liaisons secrètes », de Richard Quine (20 h 30, F.r. 3).

Le Proche-Orient, Michel Jobert, etc. au sommaire du magazine Satellite (21 h 20, T.f. 1).

Portrait d'un « agitateur » : le peintre Max Ernst (22 h, A 2).



Théâtre

PARIS

*** Théâtre de l'Est parisien : « Le retour du Graully » de Jacques Kraemer. Par le Théâtre populaire de Lorraine.**

Un phénomène mystérieux et dévastateur s'abat sur Metz. Le phénomène est nommé Graully... Une parabole politique.

*** Théâtre de la Ville : « La mouette » de Tchekov. Mise en scène de Lucian Pintilié.**

Un nouveau spectacle de cet homme de théâtre roumain que Paris découvrit l'an dernier avec « La princesse Turandot ».

*** Théâtre des Deux Portes : « La tentative d'évasion de Franz Kafka » d'Eric Cyrille. Mise en scène de l'auteur.**

Trois héros sortis des livres de Kafka. Deux musiciens de jazz. Kafka est-il mort ou retourné en enfance ?

*** Théâtre de l'Odéon : « Rodogune » de Corneille par le Théâtre Oblique. Mise en scène d'Henri Ronse.**

Le premier spectacle d'un cycle Corneille qui durera jusqu'en novembre prochain et permettra de voir aussi « Othon », « Cinna » et « Surena ».

*** Comédie-française (Théâtre Marigny) : « L'idiot » de Gabriel Arout, d'après Dostoievski. Mise en scène de Michel Vitold.**

Eternel problème de l'adaptation d'un roman au théâtre. A juger sur pièces.

*** Théâtre du Tertre (81 rue Lepic, 18e) : « La chanson d'un gars qu'a mal tourné » de Gaston Couté. Par Bernard Meulien et Gérard Pierron.**

La langue superbe et rocailleuse du patois beauceron. Un poète qui vaut bien son Bruant.

*** Théâtre 71 de Malakoff : « Hamlet » de Shakespeare. Mise en scène de Guy Kayat.**

Une optique assez particulière : Kayat voit dans « Hamlet » l'avènement du capitalisme...

*** Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis : « Le cercle de craie caucasien » de Bertolt Brecht. Mise en scène de Memet Ulusoy.**

Le Turc de « Légendes à venir » et du « Nuage amoureux » rencontre Brecht. Une confrontation qui risque de faire couler beaucoup d'encre.

PROVINCE

*** Théâtre national de Strasbourg : « En r'venant d'l'Expo » de Jean-Claude Grumberg. Mise en scène de Jean-Pierre Vincent.**

Un des meilleurs spectacles de Jean-Pierre Vincent. Aussi réussi que sa version de « La noce chez les petits bourgeois ».

*** Grenier de Toulouse : « La corde » de Patrick Hamilton. Mise en scène de Jacques Cavanhac.**

La philosophie de Gide dans une pièce policière anglaise déjà adaptée au cinéma par Hitchcock.

*** Comédie de Saint-Etienne (Salle des Mutilés) : « La vie de Galilée » de Bertolt Brecht. Mise en scène de Roland Monod.**

La plus somptueuse fresque historique brossée par Brecht : 15 tableaux, 100 personnages. Plus modestes, à 12 seulement, les comédiens stéphanois ouvrent le dossier...

TOURNEES

*** « Fantasio » d'Alfred de Musset, par les Spectacles de la vallée du Rhône. Mise en scène d'Alain Rais.**

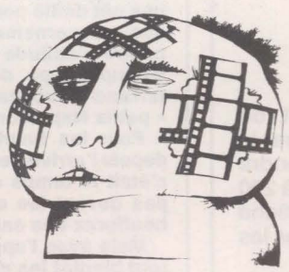
Un spectacle où tout est jeux et masques. Le 7 mars à Romans, le 11 à Crest, le 12 à Montélimar, le 13 à Pierrelatte, le 14 à Privas, les 18-19 à Valence, le 20 à Tournon, le 21 à Saint-Vallier ; en avril dans la région parisienne.

*** « Légère en août » de Denise Bonal. Mise en scène de Viviane Théophilidès. Une création des Athévains.**

La maternité doit être librement consentie, affirme simplement cette pièce qui dénonce les trafics de bébés. Le 7 mars au Havre, le 8 à Champigny, le 9 à Villepreux, le 22 à Chalon-sur-Saône et en avril à Grenoble.

*** La Compagnie Sladek, 4 spectacles : « Vive le strip », « l'Histoire du soldat », « Kafka et la balle perdue » et « Le chapeau méchant ».**

Une des meilleures troupes de mime de Tchécoslovaquie. A Gérardmer jusqu'au 11 mars, puis à Annecy jusqu'au 14.



Cinéma

*** Robert Altman : California Split.**

La baguenaude de deux marginaux dévorés par la passion du jeu. Ça n'a l'air de rien, il n'y a pas d'« intrigue », et c'est pourtant un merveilleux morceau de cinéma de l'auteur de « Brewster Mc Cloud », d'« Images » et du « Privé ».

*** Hamou Zerrouki : Emigrations.**

Ce film, ainsi que « Jusqu'au bout » (Cinélutte), « Pennaroya » (Iskra), « Souvenirs de Grasse » (Beril) et « Margoline » (Cinélutte), fait partie de la Quinzaine Travailleurs immigrés, au cinéma Quatorze-Juillet (jusqu'à mardi soir). Tous sont inédits en circuit commercial.

*** Jean-François Dion : Thomas.**

Sur le thème difficile — parce qu'usé — de l'adolescence, une première œuvre prometteuse — parce que toute en finesse.

*** Yves Boisset : Dupont-Lajoie.**

Le racisme quotidien, ou : quand M. Tout-le-monde devient assassin (voir le n° 146 de « L'Unité »). Courageux et efficace.

*** Otar Iosseliani : Il était une fois un merle chanteur.**

Enfin un récent film soviétique attachant ! Vingt-quatre heures de la vie d'un musicien d'orchestre, dilettante et dragueur. Empreint de chaleur humaine et de gentillesse, ce film sensible est un appel à la joie de vivre l'instant présent.

*** Paul Mazursky : Harry et Tonto.**

L'odyssée mélancolique d'un septuagénaire et de son matou à travers l'Amérique. Sur la route de l'Ouest, le flâneur rencontre autant de personnages que l'Amérique d'aujourd'hui compte de figures typiques. Sympathique.

*** Terence Young : L'homme du clan.**

Schématique étude du racisme et de la violence anti-Noirs dans le Sud des Etats-Unis. Scénario original de Samuel Fuller ; mise en scène insipide de Terence Young.

*** Jean-Pierre Prévost : L'homme du fleuve.**

Un Robinson vivant sur une île de la Seine guettée par les promoteurs défend son mode de vie, sa famille et son bout de terrain avec acharnement. Les bons sentiments ne font pas forcément les grands films.

*** Ronald Neame : Le dossier Odessa.**

Dans une Allemagne qui se redécouvre des pulsions nazies, un criminel de guerre SS est traqué... Tiré d'un roman de Frédéric Forsythe, dont le sujet était passionnant, un film d'espionnage qui s'achève dans l'invraisemblance.

*** Claude Chabrol : Une partie de plaisir.**

Un couple en enfer. Paul Gegauff, scénariste de Chabrol, raconte et interprète lui-même, avec sa propre ex-femme, le naufrage de leur vie commune. Cette auto-analyse impudique et complaisante d'un anarchiste de droite fier d'être phallocrate laisse un goût de vinaigre au palais. Chabrol, ce coup-ci, n'a-t-il pas lâché la poivrière dans la soupe sans le vouloir ?

*** Robert Pouret : La soupe froide.**

Deux Parisiennes en vadrouille dans un petit coin d'Ardèche provoquent des conflits meurtriers chez les mâles villageois à l'imagination trop folle. Une agréable comédie qui s'étouffe en mélodrame.

LA BATAILLE DE L'ARCHIPEL

Saint-Pierre-et-Miquelon

De notre correspondant en Amérique du Nord

Le sénateur-maire socialiste de Saint-Pierre, Albert Pen, a gagné : le gouverneur de Saint-Pierre-et-Miquelon — à propos duquel Pen ne mâche pas ses mots : voir ci-dessous sa déclaration à « l'Unité » — a été prié par son ministre de ne plus jouer les potentats et de ne plus faire sa chose de la radio-télévision du Territoire ; les gendarmes mobiles envoyés en maintien de l'ordre refont leur paquetage ; et diverses mesures économiques bénéficieront à ce T.o.m. éloigné de la France de 5 000 km.

Eloigné et se sentant oublié : voilà bien le drame. Au bout de l'Atlantique, à l'angle nord-est du Canada et à deux heures de bateau de Terre-Neuve, ce rocher bossué ne peut guère compter sur les ressources traditionnelles. Sur les 6 000 habitants, je n'ai pu y trouver qu'une famille à cultiver la terre et faire un peu d'élevage. Plus nombreux sont évidemment les « paysans de la mer », c'est-à-dire les pêcheurs. Mais leur activité connaît des difficultés qui la font décliner progressivement. Il n'est plus rare en effet que la société Interpêche soit obligée de désarmer l'un de ses deux chalutiers au dernier moment, faute d'équipage. « Vu les dangers et la paie, il faut avoir la vocation pour s'embarquer régulièrement, explique un ex-pêcheur. Moi, j'ai trois enfants, je passe mon tour ». Après avoir été précipité un jour à la mer par un câble de chalut, il préfère désormais faire le docker sur la terre ferme.

Les morues qui sont maintenant déchargées pour être placées dans l'entrepôt frigorifique proviennent des chalutiers japonais, portugais ou français, généralement bien équipés. Elles sont ensuite chargées sur d'énormes navires-entrepôts, qui ramènent la pêche dans leurs pays d'origine.

Des dettes pour un doris

Mais même cette activité du port de Saint-Pierre est aujourd'hui menacée par le désir du gouvernement canadien d'étendre la limite de ses eaux territoriales jusqu'à 200 miles, ce qui rendrait désormais la pêche impossible autour de Saint-Pierre pour les bateaux étrangers.

La pêche artisanale, elle, a également besoin de vocations, mais ce n'est pas cela surtout qui l'empêche de prospérer davantage. Le coût du matériel moderne représente maintenant des années d'endettement pour qu'un pêcheur se mette à son compte, c'est-à-dire achète et équipe un « doris » (embarcation d'une dizaine de mètres). Si un jeune pêcheur choisissait cette voie, il aurait dans bien des cas à s'endetter pour les vingt prochaines années... A ce tarif, peu de volontaires, et les doris qui étaient au nombre d'une centaine dix ans auparavant ne sont plus que 30.

Le tourisme peut-il prendre le relais à Saint-Pierre et à Miquelon ? Il existe une vaste clientèle potentielle — U.s.a., Canada — que peuvent attirer traditions culinaires françaises et « articles parisiens ». Ainsi que des sites comme Langlade : cette île inhabitée, reliée à Miquelon par un banc de sable, offre une forêt, des rivières, des cerfs, des truites et une colonie de phoques qui vient se prélasser sur le sable chaque été. Mais ce tourisme, actuellement, souffre encore trop de l'esprit des temps de la prohibition, époque fabuleuse dans l'histoire des deux îles où les bandes d'Al Capone venaient se ravitailler ici de manière presque régulière. Depuis 1933, date à laquelle l'alcool put à nouveau circuler à l'intérieur des Etats-Unis, les choses ont bien sûr changé. Les solides fortunes qui datent de cette époque se sont reconverties dans des secteurs commerciaux différents, mais c'est malgré tout avec un peu de nostalgie que les anciens parlent de ce temps où le whisky était si abondant et si bon marché que, « lorsqu'un Saint-Pierrais ou un Miquelonnais s'écorchait le bout du doigt, il se versait une bonne rasade de whisky sur l'écorchure, afin de désinfecter, et jetait ensuite la bouteille derrière lui ».

Depuis cette période, Saint-Pierre et Miquelon ont projeté une image d'elles-mêmes qui attire encore beaucoup de monde du Canada et des Etats-Unis, où le choix en alcool reste limité et les prix fortement taxés. Aux yeux des visiteurs, Saint-Pierre présente un peu l'avantage des ports francs. Il n'est pas un hôtelier qui n'ait une anecdote à raconter sur certains de ses clients qui, à peine débarqués, s'enfermaient à double tour et passaient deux journées de suite à ne rien faire d'autre que boire. Le seul pied qu'ils mettaient dehors, c'était pour se diriger vers l'aéroport, leur « cure » terminée, sans oublier toutefois de s'arrêter dans un magasin pour acheter une bouteille de parfum de Paris et un foulard de grand couturier.

Pour être un peu caricaturales, ces anecdotes témoignent avant tout de la difficulté pour le tourisme local d'attirer la grosse clientèle traditionnelle. Mais pourquoi ne pas développer le tourisme économique, dans cette contrée où logement et repas peuvent se trouver à bon marché ? Dans cette optique, à Miquelon, où ne vit qu'un dixième de la population des îles, une école s'est ouverte pour des cours d'été destinés aux lycéens anglophones désireux de perfectionner leur connaissance du français.

Une piste, un port

Cette difficulté du tourisme témoigne, sur un plan plus général, du mal qu'ont Saint-Pierre et Miquelon à trouver un second souffle. La grande difficulté pour ces descendants de marins basques, normands et bretons, c'est l'isolement administratif — sinon l'ignorance — plus que l'isolement géographique. Pen raconte qu'au plus fort de la crise du pétrole, un membre du secrétariat d'Etat aux D.o.m.-T.o.m. lui avait dit : « Ne pourriez-vous pas brûler un peu de bois de vos forêts pour vous chauffer ? »... alors que le sapin de Noël sur la grand-place était le seul arbre à se dresser à Saint-Pierre.

C'est contre cet isolement que la population s'est battue ces dernières semaines en même temps que contre l'omnipotence du chef de territoire Jean Cluchard : arrêts de travail des fonctionnaires locaux, démission du Conseil général, grève illimitée décidée par les syndicats, voyage à Paris — pour y faire connaître le combat de ses concitoyens — du sénateur-maire, reçu avec d'autres conseillers généraux démissionnaires par François Mitterrand, qui leur avait déjà manifesté l'appui du P.s.

Le gouvernement a donc été contraint à la négociation **(voir le n° 146 de « l'Unité »)** avec la délégation venue à Paris. Le secrétaire d'Etat Olivier Stirn a dû accepter que Cluchard, d'abord rappelé « en mission » en métropole afin d'atténuer le mécontentement, ne retourne à Saint-Pierre que pour « expédier les affaires courantes ». Et que soient réalisés aussi bien l'agrandissement de la piste d'aviation que l'installation à Miquelon d'une seconde « quarantaine » (payante) pour les bovins à destination des U.s.a. Peut-être même, a ajouté Jacques Chirac en recevant Pen vendredi dernier, un port en eau profonde à Saint-Pierre. La façon dont la population de l'archipel s'est mobilisée ces deux derniers mois est une garantie solide pour exiger que les promesses soient enfin tenues.

FREDERIC GEISWEILLER

En quel Etat !

A Saint-Pierre-et-Miquelon, 2 200 personnes ont défilé pour protester contre la politique gouvernementale et particulièrement contre l'attitude du gouverneur Cluchard, exemple type de ceux que François Mitterrand dénonçait récemment comme les « petits Napoléon de sous-préfecture »...

Pour les Saint-Pierrais et Miquelonnais, depuis l'arrivée en août dernier de Cluchard, c'était le temps du mépris... Ne déclara-t-il pas devant les ouvriers en grève : « Vous boufferez des cailloux » ?

Mais avec l'appui des élus locaux, ce furent bientôt les marins et les fonctionnaires qui déclenchèrent des actions revendicatives, en décembre 1974 et janvier de cette année. La réponse ne tarda pas : le 1er février, débarquement de 76 gendarmes mobiles !

Devant la réaction unanime de la population, le gouvernement a finalement accepté de « discuter » des problèmes du Territoire avec l'ensemble des élus, mais refuse toujours de rappeler Cluchard.

« Force doit rester à l'Etat »...

Quelle triste « force », et quel triste « Etat » !

ALBERT PEN